

UNIVERSITE DE MONTPELLIER

N° 229

FACULTÉ DE PHARMACIE

RECHERCHES

sur

L'HISTOIRE DE LA PHARMACIE A MONTPELLIER

AU XIX^{me} SIÈCLE

L'Ecole de Pharmacie

Les officines et la vie professionnelle

THÈSE

Présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Pharmacie de Montpellier

Le 9

Mai 1934

PAR

Hélène FERRARI

POUR OBTENIR le DIPLOME de DOCTEUR de L'UNIVERSITÉ (Mention Pharmacie)

JURY

MM. ASTRUC, professeur, président.

FONZES-DIACON, professeur.

MOUSSERON, professeur.

} Assesseurs.

MONTPELLIER

IMPRIMERIE MARI-LAVIT

1, RUE DE SAUVAGES, 1

1934

**RECHERCHES SUR
L'HISTOIRE DE LA PHARMACIE A MONTPELLIER
XIX^e SIECLE**

UNIVERSITE DE MONTPELLIER

N° 229

FACULTÉ DE PHARMACIE

RECHERCHES

sur

L'HISTOIRE DE LA PHARMACIE A MONTPELLIER AU XIX^{me} SIÈCLE

L'Ecole de Pharmacie
Les officines et la vie professionnelle

THÈSE

Présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Pharmacie de Montpellier
Mai 1934

PAR

Hélène FERRARI

POUR OBTENIR le DIPLOME de DOCTEUR de L'UNIVERSITÉ (Mention Pharmacie)

JURY	{	MM. ASTRUC, professeur, président.	} Assesseurs.
		FONZES DIACON, professeur.	
		MOUSSERON, professeur.	

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT
1, RUE DE SAUVAGES, 1

1934

Faculté de Pharmacie de Montpellier

ADMINISTRATION

MM.

FONZES-DIACON (*, I. P. ☼, O. ☼). *Doyen.*
P.-J. TARBOURIECH (*, I. P. ☼) *Assesseur.*
LEBLAYE (A. ☼) *Secrétaire.*

PROFESSEURS

MM.

FONZES-DIACON (*, I. P. ☼, O. ☼) ..	<i>Chimie minérale.</i>
A. ASTRUC (O. *, I. P. ☼)	<i>Pharmacie galénique et industrielle.</i>
P. HOLLANDE (I. P. ☼)	<i>Zoologie et microbiologie.</i>
P.-J. TARBOURIECH (*, I. P. ☼)	<i>Chimie organique.</i>
A. JUILLET (I. P. ☼)	<i>Botanique et matière médicale.</i>
A. FAUCON (O. *, I. P. ☼, ☼, C. ✕, G. O. ✕)	<i>Pharmacie chimique.</i>
E. CANALS (I. P. ☼)	<i>Physique.</i>
M. MOUSSERON	<i>Chimie analytique et toxicologie.</i>

DOYEN HONORAIRE

M. G. MASSOL (*, I. P. ☼, M. A.)

PROFESSEUR HONORAIRE

M.

F. JADIN (O. *, I. P. ☼), Doyen hon. de la Faculté de Pharmacie de Strasbourg

CHARGÉS DE COURS

MM.

FONZES-DIACON (*, I. P. ☼, O. ☼) ..	<i>Toxicologie.</i>
A. ASTRUC (O. *, I. P. ☼)	<i>Hydrologie.</i>
P. HOLLANDE (I. P. ☼)	<i>Zoologie.</i>
F.-J. TARBOURIECH (*, I. P. ☼)	<i>Chimie biologique.</i>
A. JUILLET (I. P. ☼)	<i>Botanique.</i>
A. FAUCON (O. *, I. P. ☼, ☼, C. ✕, G. O. ✕)	<i>Fonctions en chimie organique.</i>
MOYE, Doyen honoraire Faculté de Droit (*, I. P. ☼)	<i>Législation pharmaceutique.</i>

AGRÉGÉ

M. P. JAULMES, chargé d'Agrégation

CHEF DES TRAVAUX PRATIQUES

I.M.

L. FARRÉ (I. P. ☼)	<i>Chimie et Pharmacie.</i>
DAUBIAN DELISLE (*, I. P. ☼)	<i>Physique.</i>
SUSPLUGAS	<i>Histoire naturelle.</i>

NOTA. — La Faculté de Pharmacie n'accepte la responsabilité d'aucune des opinions émises par les candidats dans les Thèses ou Synthèses qui lui sont présentées.



A LA MEMOIRE
DE MES GRANDS-PARENTS CHERIS

A MON PERE ET A MA MERE

*Faible témoignage de ma profonde
reconnaissance et de ma très vive
affection.*

A TOUS CEUX QUE J'AIME

H. F.

A MON PRESIDENT DE THESE

MONSIEUR LE PROFESSEUR ASTRUC

Correspondant national de l'Académie de Médecine
Officier de la Légion d'Honneur

A MONSIEUR LE DOYEN FONZES-DIACON

Membre Correspondant de l'Académie royale de Médecine
de Belgique
Chevalier de la Légion d'Honneur

A MONSIEUR LE PROFESSEUR MOUSSERON

A TOUS MES MAITRES

DE LA FACULTE DE PHARMACIE

A MONSIEUR L. IRISSOU

Docteur en Pharmacie

Pharmacien en chef des Hôpitaux de Montpellier

Chevalier de la Légion d'Honneur

H. F.

AVANT - PROPOS

Avant d'entrer dans le sujet, qu'il me soit permis de témoigner ma profonde gratitude envers tous mes maîtres de la Faculté de Pharmacie.

Je m'adresse tout particulièrement à M. le Professeur ASTRUC qui, après m'avoir ouvert les portes de son laboratoire avec la bienveillante simplicité dont il a le secret et que, pour ma part, je n'oublierai jamais, me fait aujourd'hui l'insigne honneur de présider mon jury de thèse. Ce sont des témoignages de sympathie dont j'apprécie toute la valeur. Je lui en exprime, ici, ma bien vive reconnaissance.

Je n'aurais garde d'oublier M. le Doyen FONZES-DIACON qui, durant ma scolarité, n'a cessé de me témoigner sa bonté si délicate. Je veux lui dire toute ma gratitude pour le grand intérêt qu'il a pris à mon travail et les aimables encouragements qu'il m'a si souvent prodigués.

Par sa présence, M. le Professeur MOUSSERON me donne une nouvelle preuve de son extrême bienveillance et de sa sympathie. Je l'en remercie bien sincèrement.

J'ai moissonné les éléments de cette thèse dans les Archives et bibliothèques de la ville. J'ai trouvé partout le meilleur accueil et c'est un devoir pour moi de ne pas oublier tous ceux qui m'ont prêté leur aide obligeante. J'aurais eu bien du mal à vaincre les difficultés qui se présentaient à un profane sans le concours dévoué et incessant de M. L. IRISSOU, à qui revient l'idée première de ce travail. Malgré ses multiples occupations, malgré ses nombreux travaux personnels, tous marqués au sceau de l'érudition la plus sûre, il ne m'a marchandé ni son temps ni ses conseils, guidant mes pas hésitants et éveillant en moi ce goût des recherches dans lequel la curiosité rencontre toujours un nouvel aliment. Qu'il soit assuré de mon infinie gratitude.

Je tiens aussi à rendre hommage à l'amabilité de Monsieur OUDOT de DAINVILLE, notre très érudit archiviste départemental, qui m'a fait pénétrer dans le sanctuaire historique dont il a la garde. Mes sincères remerciements vont encore à MM. SOUVAIRAN et ANGLADA qui ne m'ont pas ménagé le concours de leur précieuse expérience ; j'adresse, enfin, un souvenir ému et reconnaissant à tous ceux qui, m'encourageant par leurs conseils ou leur sympathie, ont facilité ma tâche et m'ont permis de la mener à bonne fin.

Le choix du sujet peut, tout d'abord, surprendre : le XIX^e siècle paraît si près de nous ! Mais, en considérant cette période dans son ensemble, on ne tarde pas à s'apercevoir qu'elle est d'un puissant intérêt, car elle marque la transition entre l'ancien régime et les temps modernes.

En effet, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la Pharmacie n'est soumise à aucune loi générale, s'appliquant à toute la France. Chaque province, — il serait plus

exact de dire chaque ville — possède ses coutumes, ses règlements propres, voire même ses privilèges. Les apothicaires, tout comme les membres des autres corporations, obéissent aux statuts particuliers qu'ils se sont eux-mêmes donnés. Il s'ensuit que l'histoire de la pharmacie en France avant la loi de Germinal, est un assemblage d'organisations essentiellement locales.

Après la tempête révolutionnaire, la suppression des jurandes et maîtrises rend libres toutes les professions, y compris celle de pharmacien.

Au début du XIX^e siècle, la loi de Germinal vient réorganiser et réglementer la profession toute entière. Par la création des Ecoles spéciales, la pharmacie, devenue indépendante et pourvue d'un enseignement propre, va s'orienter vers une ère nouvelle aux côtés de ses sœurs, la médecine et la chirurgie. Toutefois — et il est important de le signaler — vers la fin du siècle, on retrouve dans son organisation syndicale l'esprit d'union et de confraternité qui régnait dans les anciennes corporations.

Nous n'avons pas la prétention de traiter un sujet si vaste avec tous les développements qu'il pourrait comporter. Nous n'avons d'autre but que celui d'apporter notre contribution à l'histoire de la pharmacie montpelliéraine.

Pour donner à ce travail plus de netteté, nous l'avons divisé en trois parties :

L'INTRODUCTION, exposé sommaire de l'état de la profession avant la loi de Germinal ;

La PREMIERE PARTIE, histoire de l'Ecole de Montpellier ;

La DEUXIEME PARTIE, étude de la pharmacie en ville et dans les hôpitaux.

Un chapitre particulier a été réservé aux remèdes secrets.

Peut-être avons-nous trop présumé de nos forces.

Nous demandons beaucoup d'indulgence pour ce modeste travail.

INTRODUCTION

GENERALITES SUR LA PHARMACIE A MONTPELLIER AVANT LA LOI DE GERMINAL

En 1572, par la mise en vigueur de statuts établis de concert avec l'Université de Médecine, approuvés par le Roi en 1598 et enregistrés au Parlement de Toulouse, est fondé à Montpellier, le « *Collège des Apothicaires* ». (1)

Les apprentis et les compagnons acquièrent à l'officine le côté pratique de leur profession. En outre, ils reçoivent de l'Université de Médecine, des leçons théoriques. Par compensation, les apothicaires font aux étudiants en médecine des démonstrations de drogues. On sait que le 6 avril 1588, en accord avec l'Université de Médecine, il est décidé que la communauté des apothicaires dressera un droguier, destiné à « estre » exhibé troys foys l'année aux bacheliers et escholiers

(1) Le mot « Collège » a, ici, le sens de compagnie. Celui de Paris date de l'ordonnance de Louis XVI, en 1777.

» (en médecine) et non à aultres suývant ledit accordt
» et soubz ses pactes et conditions. » (2)

En 1593, Henri IV institue, dans la célèbre Université de Médecine, une chaire de botanique (3) et d'anatomie, et, en 1597, une chaire de pharmacie. Louis XIV y ajoute, en 1675, l'enseignement de la chimie.

En 1631-1674, paraissent de nouveaux statuts. Revêtus de la sanction royale et enregistrés au Parlement de Toulouse, ils régiront jusqu'à la Révolution le *Collège des Apothicaires*. Celui-ci, on le voit, s'administre, se réglemente lui-même, jouissant ainsi d'une vie propre. Sa subordination à l'Université de Médecine se manifeste de plusieurs manières : en effet, les professeurs en médecine président les examens de maîtrise, inspectent les officines et surveillent les importantes préparations pharmaceutiques comme la thériaque.

Pour être admis à la maîtrise, l'aspirant se présente à la chambre de jurande, au Couvent des R. P. Augustins. Parmi les maîtres, deux sont chargés d'examiner les pièces qu'il produit, c'est-à-dire « son contrat d'apprentissage en due forme, son extrait Baptistaire, ses lettres de matricule », les certificats des maîtres chez lesquels il a travaillé, sa « quittance de droits royaux » et son « certificat de bonne

(2) GAY Fr. — Une lignée d'apothicaires montpelliérains aux XVI^e et XVII^e siècles, p. 27, note 2.

En 1749, on lit ceci : « Le professeur fait, tous les jours, » la démonstration des plantes au Jardin du Roi. Il en explique les caractères, les vertus, les usages ; et, pour mieux » en faciliter la connaissance aux étudiants, il les mène une » fois par semaine à la campagne. » A. GERMAIN : L'Ecole de Médecine de Montpellier, p. 398.

» vie et mœurs », signé par plusieurs citoyens et officiers municipaux. (4)

Après cette enquête de moralité, on autorise l'aspirant à « faire ses quatre semaines ». A cet effet, il travaille successivement et pendant une semaine, chez les quatre maîtres différents qui lui sont désignés. Ceux-ci rendent compte de sa capacité comme opérateur : c'est le « *Jugement des Semaines* ». S'il est satisfaisant, l'aspirant est admis à « faire et subir ses examens » : Ce sont quatre examens oraux portant « sur l'élection, la préparation, la mixtion, la con-
» naissance des drogues simples et l'intelligence des
» ordonnances. » (5) Au cinquième et dernier examen, à la fois général et public, il est permis à qui voudra de « *disputer* » contre les présentés. (6)

Des examens, le candidat passe aux quatre chefs-d'œuvre, préparations qui lui sont assignées et qu'il est tenu d'exécuter chez quatre apothicaires différents. Ayant procédé en tout « selon l'art », l'aspirant est enfin autorisé à recevoir les ornements de la maîtrise.

De telles cérémonies, dont la solennité attire une nombreuse affluence, ont lieu en l'Eglise des Augustins. Les professeurs en médecine s'y rendent « en » robe noire, bonnet à houppe rouge et épitoge », ceux du *Collège de pharmacie* avec « robe et ra-

(4) Arch. Ht, D. Registre des délib. et récept. des maîtres apothicaires de Montpellier (janv. 1788 à 1792). Enquête du Sr BLANC (3 mars 1792), folio 21 (verso).

(5) Arch. Ht, D. Reg. des délib.... n° 10 (1722-1788). Jugement des examens de VIRENQUE, 17 juillet 1783, folio 93 verso).

(6) GERMAIN (A.) L'apothicairerie.. Statuts de 1631 (XIII), p. 81 et suiv.

bat. » (7) Il est alors remis au nouveau maître ses ornements consistant en « une robe, un bonnet ront, » ung livre, ung goubelet d'argent, et, finalement, » une chaire », dans laquelle on le fait asseoir. (8) Après la cérémonie, il est conduit, comme le veut l'usage, à sa maison et boutique. Le jour même ou le lendemain, il prête serment sur les saints évangiles, entre les mains du grand vicaire de l'évêque, dans le palais épiscopal. (9)

Tel est, sous l'ancien régime, l'état du corps pharmaceutique. En 1790, il comprend onze membres : (10)

PEYRE (doyen), BONNET, POUZIN père, JOYEUSE, HAGUENOT, REY, BOITEL, FÉAU, VIRENQUE, POUZIN fils, REBOUL, et deux veuves : les Veuves FANGHON et MONTET.

Nous savons très peu de chose sur Fulcrand Roch BONNET, qui, né à Montpellier, reçoit ses ornements de maîtrise le 17 mai 1759 et tient officine à la Grand'-Rue. (11)

Retraçant l'histoire de ses ancêtres, qui furent des médecins, des chirurgiens ou des apothicaires, Marie André HAGUENOT ne cite même pas ces derniers, dont

(7) Arch. Ht., D., Reg. des délib... (1788-1792), folio 4 (verso). Ornaments de maîtrise de REBOUL (9 juin 1788).

(8) IRISOU (L.). « Le costume des apothicaires de Montpellier ». Revue Histoire de la pharmacie, octobre 1930.

(9) Arch. Ht., D., Reg. des délib. et récept. des maîtres apothicaires de Montpellier.

(10) Arch. Ht., D., Reg. des délib. (1788-1792), folio 9 (recto).

(11) Arch. Ht., D., Reg. des délib... (1788-1792). Délibér. du 6 mars 1789, folio 5 (verso).

Jean Louis HAGUENOT, qui devint maître le 17 mai 1768. (12)

Pierre BOTTEL et Jean François FÉAU, tous deux enfants de Montpellier, exercent, le premier à l'Aiguillerie à partir de juillet 1777, le second à « la place », après la remise de ses ornements de maîtrise, le 7 mars 1779. Ce dernier a servi à l'Hôtel-Dieu de Paris pendant un an (1774). Vincent REBOUL, qui fut, pendant quatre années, apothicaire en chef à l'Hôtel-Dieu de Lyon, tient boutique rue de l'Argenterie. (13)

François Joseph REY, qui reçoit ses ornements de maîtrise le 2 octobre 1776 (14), tient officine rue de la Barralerie. En 1789, il est désigné avec JOYEUSE, pour assister, en qualité de députés, à l'assemblée générale du Tiers Etat de la Sénéchaussée de Montpellier. Né à Montpellier, REY est le descendant des deux Pierre REY, l'un conseiller au présidial, l'autre apothicaire, et de Marc Antoine Esprit REY, apothicaire également, qui s'occupèrent si activement de l'Œuvre du Prêt gratuit et parvinrent à lui donner une existence légale.

Nous nous proposons d'étudier ultérieurement les POUZIN, père et fils. Il nous reste donc à dire quelques mots sur VIRENQUE, PEYRE et JOYEUSE.

Fils d'un chirurgien, Guillaume Joseph VIRENQUE est né à Rodez, en Rouergue. Le 28 avril 1781 (15), il est reçu docteur en médecine et, dès le 22 septembre

(12) HAGUENOT (M.-A.). Une famille de médecins (de 1605 à 1818). Montp., Firmin et Montane, 1900, in-8°.

(13) Arch. Ht, D., Reg. des délib..., (1788-1792), folio 5 (verso), et série L T/3. Cf. Appendice.

(14) Arch. Ht, D., Reg. des délib... (1722-1788), folio 78 (verso).

(15) Arch. Fac. Méd., R-42.

1783 (16), maître apothicaire. Dans les Pyrénées-Orientales, il s'occupe pendant deux mois de l'inspection des hôpitaux, puis devient agent salpêtrier. Après un an d'exercice, on le propose pour le département de l'Hérault. (17) A la création des Ecoles de pharmacie, il est nommé directeur de celle de Montpellier. Il remplira ces fonctions jusqu'en janvier 1829, date de sa mort. Marié à la fille de Fulcrand Roch BONNET, il eut un fils, Auguste Isidore, qui étudia la pharmacie.

Antoine Pierre PEYRE, doyen des apothicaires, né à Montpellier en 1721, est fils de Pierre PEYRE, maître apothicaire de la ville. Il reçoit les ornements le 4 janvier 1737 (18) et tient officine Place du Petit-Scel. En 1748, il entre comme adjoint à la Société Royale des Sciences où, en 1782, il remplace MONTET comme associé ordinaire. Nous lui devons un « Mémoire sur les eaux de Vic ou Maureilhan », des « Recherches sur les préparations d'antimoine » et sur le baume de copahu. Il nous a laissé enfin un travail fort intéressant sur la « décoloration des vins par le charbon ». C'est le premier essai d'un phénomène chimique qui conduira Pierre FIGUIER à sa belle découverte : la décoloration du vinaigre par le charbon animal. PEYRE, qui fut l'un des maîtres de l'illustre CHAPTAL, meurt à Montpellier, le 26 mai 1795, à l'âge de 74 ans. (19)

Quant à Jean JOYEUSE, il voit le jour à Sommières, dans le Gard, en 1733. Fils d'apothicaire, il suit la car-

(16) Arch. Ht, D., Reg. n° 10 (1722-1788), folio 96 (recto). et Arch. Fac. Méd., R-74.

(17) Arch. Ht, L T/3, cf. appendice.

(18) Arch. Ht, D., Reg. n° 10 (1722-1788), folio 29 (verso).

(19) CASTELNAU JUNIUS. — Mémoire historique et biographique sur l'ancienne Société Royale des Sciences de Montpellier, p. 195.

rière paternelle et, après la réception de ses ornements de maîtrise, le 2 juillet 1765, il s'installe à Montpellier « à la place » (20) et épouse la fille du chirurgien SERRE. Membre de la Société Royale des Sciences, démonstrateur de chimie à l'Université de Médecine, il est l'auteur d'une « Notice sur deux nouveaux procédés pour préserver l'huile de sa rancidité », d'un mémoire sur l'éther acétique, d'un nouveau mode de préparation de l'éther nitreux, etc. Il meurt le 8 avril 1811. (21)

Nous n'avons rien trouvé concernant la veuve de Charles Nicolas Maximin FANCHON, mais la Veuve MONTET, prénommée Gillette, est fille d'Isaac CARQUET, maître apothicaire à Montpellier. (22) C'est en 1769 qu'elle épousa Jacques MONTET, né le 9 mars 1722, à Beaulieu, diocèse d'Alès. MONTET vint à l'âge de 20 ans dans notre ville afin de s'y livrer à l'étude de la pharmacie. Après une série de voyages qu'il effectua en la compagnie d'un anglais, grand amateur de sciences, il retourne à Montpellier, prend ses ornements de maîtrise le 1^{er} mai 1747 (23) et fait ainsi son entrée au *Collège des Apothicaires*.

Reçu à la Société Royale des Sciences, classe de Chimie, en 1748, nous lui devons des recherches multi-

(20) Dans une liste de pharmaciens (24 floréal an III), on relève : JOYEUSE, rue Saint-Firmin. Arch.-Ht, L. T/3. Les deux adresses concordent, car on entendait par « la place », le marché.

(21) CASTELNAU JUNIUS. — Mémoire historique et biographique sur l'ancienne Société Royale des Sciences, p. 188-189 et L. T/3, cf. appendice.

(22) Arch. municip. Mariage de Jacques MONTET et de Gillette CARQUET. G. G. 280, folio 99 (verso).

Baptême Gillette CARQUET, G. G. 251, folio 62.

(23) Arch. Ht, D., Reg. des délib., n° 10 (1722-1788), folio 48 (verso).

ples. Signalons seulement ses trois mémoires sur le vert-de-gris (1750-1753-1758), son étude sur l'iris nostras, enfin, en 1765, la découverte d'un volcan éteint à Montferrier, près de notre ville. Il meurt, le 13 novembre 1782, âgé de 60 ans. (24)



En 1790, le Comité de Salubrité, établi par l'Assemblée nationale, s'informant des réformes à faire, s'adresse aux maîtres apothicaires et les invite à émettre leur avis. Sous ce titre de : « *Etat actuel de la pharmacie de Montpellier et de ses environs* », ceux-ci ne manquent pas de signaler les abus de toutes sortes qui se sont introduits dans l'exercice de leur profession. Ils soulignent en particulier la distribution des « remèdes privilégiés » (25) et des eaux minérales par des personnes dénuées de toute science pharmaceutique, la vente « à petit poids » de médicaments simples, de préparations chimiques par les droguistes qui poussent l'audace jusqu'à l'exécution des ordonnances médicales. Pour que cessent ces injustices criantes, ils demandent :

1^o) Que soient abolis tous les privilèges dans la distribution des remèdes secrets.

2^o) Que la vente des médicaments soit uniquement réservée aux pharmaciens.

3^o) Que soit réalisée, aussi bien dans l'enseigne-

(24) Eloge de Jacques MONTET, par POITEVIN. In « *Eloges des Académiciens de Montpellier* », Baron des GENETTES, p. 242 et suiv.

(25) Il faut entendre par là les remèdes brevetés.

ment que dans la pratique et pour toute l'étendue du royaume, l'unité des poids et mesures (26).

4°) Que les médecins soient formellement tenus de « signer, dater et écrire en latin » toutes les ordonnances.

5°) Que l'on exige des jeunes gens qui se destinent à la pharmacie une connaissance suffisante de la langue latine.

6°) Que les épreuves nécessaires à l'exercice de la pharmacie soient les mêmes dans toute la France.

7°) Que les préparations jugées importantes soient préparées en commun et en public.

(26) La question des poids et mesures sera définitivement réglée sous Louis-Philippe. Par la loi du 4 juillet 1837, l'usage des poids et mesures dérivant du système métrique décimal, devient obligatoire, et cela dès le 1^{er} janvier 1840. Pour compléter nous donnons un tableau de concordance approximative entre poids anciens et poids nouveaux.

Poids :

<i>Anciens</i>	<i>Nouveaux à Paris</i>	<i>Nouveaux à Montpellier</i>
1 grain	0 gr. 05	0 gr. 05
1/2 grain	2 centigr. 5	2 centigr. 5
1/5 de grain	1 centigr.	1 centigr.
1/10 de grain	5 milligr.	5 milligr.
1/50 de grain	1 milligr.	1 milligr.
1 once	31 grammes	26 grammes
1 gros	4 grammes	3 gr. 20
1 scrupule	1 gr. 1/2	
1 livre	500 grammes	416 grammes

Mesures :

la pinte	—	0,931 litre	—	0,776 litre
la chopine	—	0,466 litre	—	0,388 litre
le demi-setier	—	0,233 litre	—	0,199 litre
le poisson	—	0,116 litre	—	0,100 litre

(Journal de Pharmacie du Midi, t. VI, p. 422 et suiv.).

8°) Que la distribution des eaux minérales devienne le monopole des pharmaciens.

9°) Que cesse le droit accordé aux veuves dont les officines sont gérées par des élèves.

10°) Enfin, que les pharmacies des hôpitaux et œuvres de charité soient dirigées gratuitement par les apothicaires qui rempliront ces fonctions à tour de rôle.

Les médecins et chirurgiens ayant leur Ecole, pour quoi la pharmacie, « troisième branche de l'art de guérir », n'aurait-elle pas aussi un enseignement spécial s'adressant uniquement à ceux qu'attire cette profession ? A leur avis, quatre *Collèges* — c'est le nom qu'ils donnent à ces établissements enseignants — seraient suffisants pour toute la France. Voici comment fonctionnerait cette Ecole à Montpellier :

Dotée d'un local spécial, elle aurait pour membres tous les apothicaires de la ville. L'enseignement serait confié à trois professeurs et trois suppléants : un président (le doyen des apothicaires), un syndic et un secrétaire qui serait également bibliothécaire. Après six ans, chaque professeur abandonnerait sa chaire en faveur de son suppléant.

Tous les ans, il serait fait trois cours :

Le premier sur l'histoire naturelle des substances employées en médecine ;

Le second sur la chimie applicable à la médecine.

Le troisième sur la pharmacie officinale et magistrale.

Le professeur d'histoire naturelle pourrait se charger des démonstrations de plantes.

Les élèves se destinant à la pharmacie devraient

compter quatre ans de pratique chez un apothicaire, puis, à la suite d'un interrogatoire, ils seraient immatriculés. Au *Collège*, ils ne suivraient qu'une seule année d'études, justifiée par des inscriptions mensuelles. A la fin de chaque cours, les étudiants passeraient un examen ; à la fin de l'année, le quatrième et dernier, portant « sur toutes les parties de la pharmacie », serait subi devant les trois professeurs, les trois suppléants et quatre autres membres du *Collège*. Chacun des quatre membres en question assignerait au candidat quatre opérations à faire à des jours différents. (27)

Si nous comparons ce projet d'enseignement aux statuts de 1631-1674, nous remarquons dans les deux cas la nécessité d'une connaissance suffisante du latin. L'apprentissage, de trois ans dans les statuts, s'augmente ici d'une année. Les examens, au nombre de quatre dans les statuts, de trois, c'est-à-dire un par cours dans le projet, sont suivis dans les deux cas d'un examen récapitulatif. Enfin, nous retrouvons les chefs-d'œuvre dans les opérations assignées au candidat par les membres du *Collège*.

Sans parler des réformes touchant l'exercice de leur profession, notons combien les apothicaires étaient sages et minutieux. Certaines de leurs vues, remarquables par leur justesse, subsistent encore de nos jours, à peine modifiées. Remarquons enfin dans cette solidarité entre professeurs et pharmaciens de la ville combien théorie et pratique étaient étroitement unies.

(27) GERMAIN (A.). - L'apothicairerie à Montpellier, pp. 113-119.

PREMIERE PARTIE

L'ECOLE DE PHARMACIE

—O—

CHAPITRE PREMIER

LES LOCAUX — L'ENSEIGNEMENT — LA VIE DE L'ECOLE

Les maîtres apothicaires qui, dans leurs desiderata de 1790 insistaient sur l'utilité d'un « *Collège de pharmacie enseignant* », obtinrent satisfaction. Parallèlement au décret du 14 frimaire an III (4 décembre 1794), qui venait de créer trois écoles de santé à Paris, Montpellier et Strasbourg, la loi du 21 Germinal an XI (11 avril 1803), dota chacune de ces trois villes d'une école de pharmacie.

A celle de Montpellier, l'arrêté du 25 Vendémiaire an XI (17 octobre 1802),* émanant de Bonaparte, premier consul, nomma :

VIRENQUE, professeur de chimie à la Faculté de Médecine, directeur ;

REY, professeur de pharmacie ;

FIGUIER, professeur de chimie ;

POUZIN, fils aîné, professeur de botanique et histoire naturelle des médicaments ;

REBOUL et BLANC, professeurs-adjoints. Ce dernier fut chargé également des fonctions de trésorier jusqu'au décret du 30 thermidor, an XII (18 août 1804), qui les transmet à SALETTE, maître en chirurgie. (28)

I

Par l'arrêté du 29 Vendémiaire an XII (22 octobre 1803), le Collège de Saint-Côme et ses dépendances sont mis à la disposition de notre Ecole. Ces bâtiments devant subir quelques réparations, l'Ecole de Médecine offre son local de chimie et c'est là qu'ont lieu les premières réceptions.

On ne tarde pas à découvrir que le Collège de Saint-Côme est la propriété de la Chambre de Commerce ; il faut donc chercher ailleurs. C'est alors que le Préfet de l'Hérault, s'adressant au directeur VIRENQUE lui écrit en ces termes : « Je ne vois aucun bâtiment plus convenable que la ci-devant Université de Médecine : on y trouvera des salles pour les cours, l'ancien laboratoire de chimie, un logement convenable et un amphithéâtre. A la vérité, ce bâtiment était destiné pour l'Œuvre de la Miséricorde de Montpellier en remplacement d'une partie de ses biens vendus, mais il n'a été que désigné au Ministre de l'Intérieur et aucune loi ne l'a affecté à cette Œuvre. » (29) La proposition est agréée et le décret impérial du 11 Messidor an XII (30 juin 1804) attribue définitivement à l'Ecole de Pharmacie l'édifice que l'ancien Collège de Médecine occupait

(28) Arch. Ht, Série L. T/3, cf. appendice.

(29) Arch. Ht. Lettre du Préfet de l'Hérault à Virenque, 22 brumaire an XII (14 nov. 1803).

avant la Révolution. (30) Ces locaux n'étaient point vastes : « On trouvait, en entrant par la grande porte, » deux vestibules. L'un conduisait à deux salles dont » la première et la moins spacieuse servait pour les » leçons, et dont l'autre, peinte de couleur bleue et » ornée de fleurs de lys, de quelques emblèmes et du » buste de Louis XV à partir de 1765, était destinée » aux Actes. De l'autre côté était le Conclave ou salle » d'assemblée des professeurs ; quatre petites pièces » servaient au logement du secrétaire. Un clocher » contenait la cloche qui appelait les étudiants aux » leçons. Au fond de la cour plantée d'acacias, se » trouvaient l'amphithéâtre d'anatomie et de laboratoire de chimie. » (31)

L'état des pièces devait laisser beaucoup à désirer, puisque, dans le rapport présenté au département de l'Hérault, le 14 décembre 1790, l'Université de Médecine est ainsi décrite : « Les bâtiments consistent en » deux salles humides et mal aérées où se font tous » les cours, tous les examens, tous les actes publics ; » en une tour qu'environne un vaste creux fait dans » la terre, qui sert d'amphithéâtre pour les leçons » d'anatomie et de chimie ; en une pièce carrée où » sont placés, parmi de vieux tonneaux et autres » ustensiles, quelques vases de pharmacie sans usage » et qu'on est convenu d'appeler le laboratoire de » chimie... » (32)

(30) C'est cette même Université de Médecine qui, en 1760, avait reçu l'insigne honneur de porter le nom de Sa Majesté royale. A l'entrée des bâtiments, au-dessus de la porte principale, on pouvait lire les mots : « Ludoviceum medicum Monspeliense ». THOMAS (L.-J.). *La vie universitaire à Montpellier, au XVIII^e siècle*.

(31) Louis-J. THOMAS. - *La vie universitaire...*, pp. 143-144.

(32) Louis-J. THOMAS. - *La vie universitaire...*, p. 166.

Rien d'étonnant à ce que notre Ecole, en possession de tels bâtiments, cherche à les améliorer et les agrandir. Par les délibérations successives du 20 juillet 1836, du 29 juillet 1837 et du 13 septembre 1839, elle autorise son directeur à acquérir cinq maisons voisines.

Ce sont : en 1836, celle de la veuve BARILLE, rue du Berger n° 9 ; en 1837, celle du sieur DURAFOUR, rue du Berger, n° 7. Elles permettront un développement plus grand du jardin botanique et la construction d'une serre chaude de meilleure exposition que la précédente. Enfin, en 1839, acquisition des maisons CLARET, JAUL et GRANDEL. (33)

Nous avons eu la bonne fortune de découvrir deux plans, aux archives de l'Hérault. Le plus intéressant, que nous publions, permet de suivre pas à pas l'agrandissement et les projets futurs d'amélioration de l'Ecole.

Nous avons eu l'occasion de parler d'un jardin botanique. N'est-il pas, comme l'a dit PLANCHON, le premier jardin des simples du Midi, sinon de la France ? Avant de poursuivre cette étude, il nous faut en dire un mot.

C'était un lieu clos, joignant la maison des demoiselles NADAL et dont celles-ci avaient la jouissance ; à leur décès, il devenait la propriété de l'Ecole. (34)

(33) Arch. Ht, Série T.

(34) « Nous devons aussi comprendre dans les biens qui
» forment les Ecoles de Médecine, un petit jardin, jui au-
» jourd'hui par les demoiselles Nadal, faisant un quarré de
» 48 toises évaluées 1152 fr. Ce jardin formait autrefois une
» partie de la cour de l'Université. M. de Belleval, profes-
» seur de botanique le fit fermer de murailles en 1622, pour
» y déposer, durant le siège de Montpellier, tout ce que le
» jardin des plantes renfermait de plus précieux. Dans la



Pour être adapté à ses fonctions, ce jardin fut orné d'un bassin que la mairie dota d'un mince filet d'eau, et agrémenté d'une serre. Là se pratiquait la culture des plantes médicinales servant à l'enseignement des élèves en pharmacie et « même en médecine. » (35) Du nivellement du sol du jardin, de sa proximité d'autres immeubles, devaient surgir de multiples discussions et un très long procès qui constitue un dossier important tant aux Archives de l'Hérault qu'à celles de notre Ecole. Il nécessita même une intervention d'Odilon BARROT.

Par l'ordonnance royale du 27 septembre 1840, l'Ecole est rattachée à l'Université et, de ce fait, ses dépenses sont portées au budget commun. Dès lors, on peut se demander quelle était la source de ses revenus. De son propre aveu, il lui a fallu acheter les

» suite, l'insouciance des chanceliers de l'Université, logés
» pour lors dans les Ecoles, donna lieu au Sr Claparède,
» dont la maison avoisinait ce jardin, à s'en emparer. Les
» professeurs ont eu à soutenir contre ce particulier un pro-
» cès très long et très dispendieux, pour être réintégrés dans
» la jouissance de ce terrain ; mais, malgré les preuves les
» plus convaincantes de leur propriété, ils furent déboutés
» de leur demande par le Bureau des finances de cette ville
» et ce terrain fut inféodé aux demoiselles Nadal, qui avaient
» succédé au Sr Claparède, avec lesquelles toutefois, il fut
» convenu par transaction que l'Université rentrerait, après
» leur mort ou en cas de vente de leur maison, dans la jouis-
» sance dudit local. »

(Arch. Ht. L. T/3. Réponse aux demandes qui ont été faites aux professeurs en l'Université de médecine de Montpellier par M. Joubert, administrateur commissaire du district, au nom du Comité d'Instruction de l'Assemblée nationale, n° 1478).

(35) On sait que ce jardin subsista jusqu'en 1889. A cette date, par suite de la création et de l'organisation d'un Institut de botanique (au Jardin des plantes actuel), plantes et matériel y furent transportés.

maisons voisines déjà citées, démolir sept de ces maisons, en remblayer le sol et construire sur les rues du Berger et de la Verrerie, « des murs de soutènement de terres dont la force et la solidité égalent les murs des citadelles. » « Sans avoir fait le relevé exact des sommes qu'elle a eu à payer, écrira DUPORTAL au Préfet de l'Hérault, le 18 décembre 1841, je puis vous annoncer qu'en dix années, notre Ecole a dépensé plus de cent mille francs, sans rien réclamer du Gouvernement ou de votre département... » (36)

Répondons tout de suite qu'elle employait à cet effet ses économies annuelles. L'échange des certificats provisoires de capacité en diplômes définitifs — autorisé par le Ministre de l'Intérieur le 20 thermidor an XII (8 août 1804) — échange qui avait lieu moyennant un versement de 450 francs, lui avait constitué un fonds de caisse assez important. Notons bien que ce n'est que plus tard, par décision ministérielle du 23 mars 1840, qu'il lui sera accordé le droit de percevoir une inscription trimestrielle de 36 francs.

L'Ecole avait d'autres projets, notamment la construction d'une orangerie, d'une serre chaude et d'une serre tempérée pour la culture des plantes exotiques. (37) Nous ne savons rien de plus à ce propos. Par contre, la délibération du 20 décembre 1840, nous apprend une nouvelle acquisition de trois maisons et d'un petit jardin situés rue du Calvaire, à l'emplacement actuel des travaux pratiques de chimie. En 1841, l'Ecole y ajoute les maisons de la veuve MOUREAU et de la veuve HÉBRARD ; puis, en décembre 1845, nous

(36) Arch. Ht, Série T. Lettre de Duportal au Préfet de l'Hérault, 18 déc. 1841.

(37) Arch. Ht, Série T. Lettre de Duportal., 18 déc. 1841.

la voyons solliciter un crédit pour l'achat des maisons NOUVEAU et NADAL, rue de la Verrerie ; et, en 1847, demander un supplément de fonds auquel la proclamation de la République en 1848 ne permet pas de donner suite. Signalons, enfin, qu'en 1881, de nouvelles acquisitions servirent à l'installation des travaux pratiques de physique et de micrographie.

Nous sommes bien loin des locaux primitifs délabrés et insuffisants !

II

Dans les Ecoles de pharmacie, la loi du 21 Germinal an XI, avait prévu trois cours : botanique et histoire naturelle des médicaments, pharmacie, enfin chimie. Dans leurs premiers titulaires, nous avons retrouvé nos maîtres apothicaires de 1790.

Ces trois premières chaires vont s'augmenter, en 1837, de deux unités par la création d'une chaire de physique occupée par l'illustre BALARD et d'une chaire de toxicologie dont F. H. Roméo POUZIN est le premier titulaire. Le 22 janvier 1883, un arrêté ministériel institue, en outre, un cours complémentaire de minéralogie et d'hydrologie, auquel s'ajoutera, en 1901, une sixième chaire. Pour compléter notre travail, nous donnons ci-après le tableau des directeurs de l'Ecole suivi de celui des professeurs classés par chaires.

TABLEAU DES DIRECTEURS

VIRENQUE	(de 1803 à 1829)
DUPORTAL	(de 1829 à 1856)
POUZIN	(de 1856 à 1859)
PLANCHON	(de 1859 à 1881)
DIACON	(de 1881 à 1893)
JEANJEAN	(de 1893 à 1899)
MASSOL	(à partir de 1899)

CHAIRE DE CHIMIE GENERALE

FIGUIER (Pierre), titulaire de 1803 à 1817.
BÉRARD (Jacques-Etienne), Bérard fils, titulaire de 1817-1869.
DIACON (Jules-Emile), titulaire de 1869 à 1893.
ASTRE (Charles-Auguste-Bernard), à partir d'octobre 1897.

CHAIRE DE PHARMACIE

REY (François-Josph), titulaire de 1803 à 1826.
POUZIN (François-Hugues-Roméo), titulaire de 1826 à 1837.
GAY (Jean-Pierre-Joseph), titulaire de 1837 à 1859.
GAY (Honoré-Célestin), titulaire de 1859 à 1874.
SOUBEIRAN (Jean-Léon), titulaire de 1874 à 1892.
GAY (Henri-Félix-François), titulaire de 1893 à 1898.
JADIN (Fernand), chargé de cours en 1898.

CHAIRE DE BOTANIQUE ET HISTOIRE NATURELLE DES MEDICAMENTS

POUZIN (Martin-Hugues-César), fils aîné, titl. de 1803 à 1822.
DUPORTAL (Antoine-Simon-Jude), titulaire de 1822 à 1856.
PLANCHON (Jules-Emile), titulaire de 1856 à 1888.
COURCHET, titulaire à partir de novembre 1889.

CHAIRE DE TOXICOLOGIE

POUZIN (François-Hugues-Roméo), titulaire de 1837 à 1857.
JEANJEAN (Jean-Félix), titulaire de 1857 à 1899.
FONZES-DIACON (Jules-Henri), chargé du cours de 1899 à 1901.
IMBERT (Henri), chargé du cours de 1901 à 1903.

CHAIRE DE PHYSIQUE

BALARD (Antoine-Jérôme), titulaire de 1837 à 1841.
La chaire reste vacante deux ans.
CAUVY (Jean-Louis-Benjamin), prof. adjoint en 1843.
titulaire de 1859 à 1880.
PAUCHON (Ernest), chargé du cours de janv. 1881 à janv. 1884.
IMBERT (Armand), titulaire de février 1884 à octobre 1889.
MASSOL (Gustave-Noël), chargé du cours de 1889 à 1893,
titulaire à partir de novembre 1893.

COURS COMPLEMENTAIRE
DE MINERALOGIE ET HYDROLOGIE

Ont été chargés de ce cours :

MASSOL (G.), de 1883 à 1889.

IMBERT (H.), de 1889 à 1894.

JADIN (F.), de 1894 à 1898.

BELUGOU (G.), de 1898 à 1903.

Il nous est impossible d'analyser ou même de citer les publications si nombreuses et si variées des maîtres de cette période. Nous nous limiterons à quelques mots sur chacun d'eux sans revenir sur VIRENQUE et REY déjà étudiés.

Voici d'abord les BÉRARD père et fils. Le père, pharmacien et longtemps trésorier de l'Ecole, est l'associé de CHAPTAL à l'usine de la Paille où l'on prépare industriellement des acides sulfurique, azotique et chlorhydrique. Il en devient, par la suite, l'unique propriétaire et cela jusqu'à sa mort survenue le 11 mai 1839.

Son fils, Jacques Etienne, que BERTHOLLET considérait comme un fils, préfère aux honneurs de la capitale, le séjour au sol natal. Nous l'y voyons doyen de la Faculté de Médecine, professeur de chimie à l'Ecole de Pharmacie, conseiller municipal et député, membre de la Commission administrative des Hospices et du Conseil d'Hygiène de l'Hérault. Il s'occupe activement de physique et de chimie. C'est lui qui rend continue la fabrication, jusqu'alors intermittente, de l'acide sulfurique dans les chambres de plomb et beaucoup ignorent que nous lui devons un remède contre la muscardine des vers à soie. (38) Son affection pour Montpellier, il la reportait sur notre

(38) Courrier du Midi (13 avril 1839 et 2 mai 1839).

Ecole de pharmacie et le recteur DONNÉ dira fort justement de lui : « Il n'était jaloux que de la gloire de » son Ecole et des succès de ses collègues. Jamais il » ne demandait rien pour lui, il ne sollicitait que » pour eux. »

Nous ne pouvons passer sous silence son successeur à la chaire de chimie, Jules Emile DIACON. Né à Montpellier, le 14 juillet 1827, il fait d'excellentes études au lycée de la ville et, plus tard, y enseigne les travaux graphiques et les sciences physiques et naturelles. Nommé en 1855, préparateur auxiliaire de chimie et de physique à la Faculté des Sciences, il y travaille jusqu'en 1867, aux côtés de WOLF et de CHANCEL, ayant acquis dans l'intervalle (1864) le grade de docteur ès-sciences physiques. A l'Ecole de pharmacie, nous le voyons d'abord suppléer BÉRARD (1865), puis, à la suite de sa belle thèse sur la « Décomposition de la lumière provenant de diverses sources et applications à l'analyse spectrale », devenir agrégé (1867). L'année d'après, à la démission de BÉRARD, il est titulaire de la chaire de « chimie inorganique », qu'il occupera pendant vingt-neuf ans. En 1881, enfin, il succède à PLANCHON comme directeur de l'Ecole, tâche qu'il remplira avec le plus admirable dévouement. Il nous a laissé de multiples travaux dont le mémoire sur les acides de la série thionique qu'il publie en collaboration avec CHANCEL, les études sur les densités de vapeur et les solubilités des mélanges salins, l'analyse des eaux minérales, ne sont pas les moins importants. En 1863, il imagine un chalumeau à gaz chlore-hydrogène. Mais ses recherches favorites paraissent porter sur le spectroscope. Pendant ses dernières années, à l'aide du spectro-photomètre de son invention, il se proposait d'étudier les solutions colorées.

Parlerons-nous de son influence ? Nous lui devons le choix de la notation atomique et, en chimie organique, celui de la classification des corps en séries homologues. Avec l'aide de JEANJEAN, il développe l'enseignement pratique, organisant les manipulations de chimie et d'analyse, ainsi que les travaux pratiques de physique et d'histoire naturelle. Officier d'Académie, Officier de l'Instruction Publique, Chevalier de la Légion d'Honneur, il est choisi pour représenter toutes les Ecoles de pharmacie de France au Conseil Supérieur de l'Instruction Publique. A sa mort — le 29 décembre 1893 — en souvenir de son fils unique, il lègue à l'Ecole, sous le nom de « Prix Jean DIACON » une récompense annuelle décernée à l'élève qui, dans ses études, aura montré le plus d'aptitudes pour la chimie.

A ses obsèques, M. MASSOL définissait ainsi le caractère de DIACON : « Une nature franche et loyale, » plaçant avant tout l'intérêt général et cherchant » toujours avec un soin méticuleux à s'affranchir » des questions personnelles. »

A la suite de DIACON, la chaire de chimie générale passe à Charles Auguste Bernard ASTRE. Celui-ci qui, en 1884, avait été nommé directeur des laboratoires de recherches, faisait, à partir de 1887, l'analyse des substances soupçonnées de fraude et saisies par les agents de l'administration municipale. C'est pour lui l'origine de plusieurs publications, notamment la « Falsification des verdets par du sable bleu » et « l'analyse des bains d'étain employés par les éta-
« meurs de Montpellier. »

Nous renvoyons à une étude ultérieure BALARD, les familles FIGUIER, POUZIN et SOUBEIRAN et nous passons

tout de suite à DUPORTAL, puis à PLANCHON. Antoine Simon Jude DUPORTAL est connu surtout par un nouveau procédé de distillation de l'alcool qu'il découvre en collaboration avec Edouard ADAM. Il est également l'auteur d'un appareil pour la distillation des eaux.

Jules Emile PLANCHON voit le jour à Ganges, le 21 mars 1823. Comme les ressources de sa famille sont modiques, il entre comme élève dans les pharmacies de TEULON, puis de LUTRAND où, en échange des services rendus, il trouve le vivre et le couvert. En 1844, il est docteur ès-sciences ; en 1850, docteur en médecine, et, de 1844 à 1848, attaché au Museum de Kew. Il revient à Ganges, puis part pour Paris. Il y rencontre Van HOUTTE, directeur de l'Institut Horticole de Gand, qui l'emmène avec lui et lui confie les fonctions de professeur de botanique. Nous le retrouvons professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie de Nancy d'août 1851 à avril 1853. A cette date, il est appelé à Montpellier pour suppléer DUNAL à la Faculté des Sciences où, en 1857, il est titulaire de la chaire de botanique. Pharmacien de première classe le 8 janvier 1856, professeur et directeur à l'Ecole de Pharmacie, il a livré à la publicité plus de cinquante mémoires de botanique et a enrichi cette science de la connaissance d'un grand nombre de genres, sous-genres et espèces nouvelles. Nul n'ignore que la vigne fut son sujet de prédilection et que la viticulture française lui est immensément redevable. En effet, en juillet 1868, il accompagne BAZILLE, SAHUT et les autres membres de la Commission à Saint-Rémy-de-Provence afin d'y examiner les vignes malades. En août 1873, il part pour l'Amérique, y passe trois mois et, à son retour, préconise l'introduction des plants

américains. Directeur du Jardin des Plantes, il l'habita jusqu'à sa mort, survenue le 1^{er} avril 1888.

Son successeur, COURCHET, est connu surtout par son étude sur les pucerons du térébinthe et du lentisque, par son travail sur les galles produites par les Aphidiens, enfin par son mémoire sur les « Ombellifères en général et les espèces utilisées en pharmacie en particulier. »

Le neveu de BALARD, Jean Félix JEANJEAN, qui, après Roméo POUZIN, occupera pendant quarante-deux ans la chaire de toxicologie, est célèbre par ses études sur l'alcool de garance. Il y découvre, dans les résidus de distillation, un camphre droit. On lui doit l'analyse de toutes les eaux en usage dans les lycées et collèges. C'est lui enfin qui, pendant la guerre de 1870, rend possible, grâce à une modification, l'adaptation des capsules ordinaires au fusil Chassepot et dirige la capsulerie installée à l'Ecole de Pharmacie.

CAUVY, élève de BALARD et son successeur à la chaire de physique, invente pour l'éclairage une lampe dite à hydrogène liquide. Son moteur électro-magnétique, présenté à l'Exposition de Montpellier en 1860, intéressa vivement le public. (39)

De 1881 à 1884, le cours passe à Ernest PAUCHON, qui, le premier, organise des manipulations de physique, puis à Armand IMBERT. Avec lui, nous terminons cette étude trop brève des titulaires de nos chaires. Nous ne dirons rien de leurs successeurs actuels : ils n'entrent pas dans le cadre de ce travail ; de plus, leur modestie ne nous le pardonnerait pas.

(39) Arch. municipales. Exposition de Montpellier (1860). Industrie, p. 418.

III

Comme nous l'avons déjà indiqué, les premiers examens se passent dans le local de chimie que l'Université de Médecine a mis à la disposition de notre Ecole. Sur l'autorisation ministérielle, les élèves en pharmacie, ayant déjà soutenu une partie de leurs examens devant l'Ecole de Médecine, sont admis à les poursuivre devant l'Ecole de Pharmacie. (40)

Pour éviter les erreurs, il est apposé à la porte de l'Ecole de Médecine, une affiche « portant le nom du » candidat, le jour et la qualité de l'examen » à subir ainsi que « le nom des examinateurs et des membres » de l'Ecole appelés. » (41) Les examens sont fixés les mardis et samedis à 3 heures de l'après-midi et une visite en corps, faite au Préfet, le prévient de l'entrée en fonctions de l'Ecole.

Au sujet des examens, il est ensuite délibéré que :

1°) « Aussitôt après l'admission au troisième examen, le candidat recevra de l'Ecole la matière de » cet acte. »

2°) « Il traitera, dans cet examen, un sujet pratique, déterminé, sur lequel il fera au moins neuf » opérations pharmaceutiques et chimiques lesquelles » auront lieu successivement pendant quatre jours. »

3°) « Le candidat demeure invité à présenter par » écrit et sous format in-quarto les réflexions qu'il » aura pu faire sur le choix des matières premières, » les procédés et les produits. »

(40) Arch. Ecole de Pharmacie. Reg. séances de l'Ecole, n° 1 (séance du 1er floréal an XII, n° 32, pp. 22-23).

(41) Arch. Ecole de Pharmacie. Reg. des séances, n° 1 (séance du 9 frimaire an XII, n° 8, pp. 5-6).

.....

5°) « Le candidat devra faire connaître à l'Ecole
» l'époque à laquelle il pourra être prêt à présenter
» ses produits. L'Ecole, sur cet avis, lui assignera les
» quatre jours de son troisième examen. » (42)

Le Ministre approuva le mode opératoire du troisième examen et l'accompagna de « félicitations envers l'Ecole pour le zèle qu'elle met dans ses travaux. »

Notons, en passant, que l'Ecole de Montpellier est la première qui a l'idée d'imposer une thèse aux candidats. C'est, nous dit André PONTIER, « une reminiscence d'un ancien usage, car on possède une thèse de pharmacie passée à Montpellier en 1620... » (43)

La première dissertation est l'œuvre du citoyen CALMETTE. Sur « papier velin », reliée « en marroquin vert doré sur tranche », elle est offerte à CHAPTAL et on y grave sur le côté droit l'inscription suivante :

« Au citoyen J. A. Chaptal, Ministre de l'Intérieur, première dissertation soutenue à l'École de Pharmacie de Montpellier le LXXVII jour de son établissement.

Deux nivôse d'an douze de la République Française. » (44).

(42) Arch. Ecole de Pharmacie. Reg. des séances, n° 1 (séance du 16 frimaire an XII, n° 10, pp. 7 et 8).

(43) André PONTIER. - Histoire de la pharmacie, p. 266.

Des recherches récentes entreprises par M. L. IRISOU, qui s'efforce d'éclaircir ce point il semble résulter qu'il s'agirait non d'une thèse mais d'un travail de *dispute* sur un sujet donné.

(44) Arch. Ecole de Pharmacie. Reg. des séances, n° 1 (séance du 5 nivôse an XII, n° 13, pp. 9 et 10).

Dans la séance du 18 prairial an XII (7 juin 1804), on décide qu'un censeur sera nommé pour surveiller les épreuves des candidats. Il y aura un censeur par candidat. Aux examens, seuls, les professeurs titulaires seront examinateurs ; les professeurs-adjoints ne le seront qu'en l'absence des premiers. (45) Enfin, dans la séance du 18 pluviôse an XIII (7 février 1805), l'Ecole adopte le port d'un costume par les candidats. Il fait l'objet des articles suivants :

Article premier. — « Les candidats se présenteront » aux examens revêtus d'une robe d'Etamine noire, » avec cravate Blanche tombante. »

Article 2. — « Chaque candidat payera pour l'usage » de ce costume qui lui sera fourni par l'Ecole, cin- » quante centimes pour chaque examen. »

Le 26 floréal an XIII (16 mai 1805), le sieur AUBERGEON l'endossait le premier.



Annoncées par des affiches imprimées, les cours s'ouvrent en 1804. (46) Ils sont suivis par un auditoire nombreux et, en 1812, dans une lettre adressée à CHAPTAL, le directeur de l'Ecole fait remarquer, non sans une pointe d'orgueil : « L'Ecole se glorifie d'avoir » été la première en activité et d'avoir offert, dès la » première année, une masse de réceptions que toutes » les Ecoles réunies ont été loin d'égaliser. » De 1830 à

(45) N'oublions pas la présence aux examens de deux membres de l'Ecole de Médecine. Cet usage se maintiendra jusqu'en 1880 (André PONTIER. - Histoire de la pharmacie, p. (302).

(46) Nous avons retrouvé aux Archives municipales et départementales quelques-unes de ces affiches. A notre grand regret, nous n'avons pu découvrir les premières.

1840, on y reçoit une moyenne de trente pharmaciens par an. De 1841 à 1845, donc après sa réunion à l'Université, elle voit se produire une poussée considérable : le nombre des diplômes passe successivement à 50, puis 76 et même 79. Mais le grade de bachelier ès-lettres devient obligatoire ; dès lors le nombre des aspirants diminue : en 1846, le titre est conféré à 16 seulement ; en 1847, à 8 ; en 1849, à 9 ; en 1850, à 26. Si l'on fait un total, on obtient à peine 65 réceptions au cours des cinq dernières années. Par la suite, la création de Facultés mixtes à Lille, Lyon, Bordeaux, plus tard à Toulouse, et celle d'Ecoles de plein exercice, disperseront les étudiants. Ce n'est guère que vers 1885 que l'Ecole reprendra son essor. Aujourd'hui ses locaux ont peine à contenir le flot des étudiants.

La diminution des élèves, accusée dès 1846, devait avoir une conséquence : Par l'arrêté du 6 janvier 1850, une commission composée de THÉNARD, MAISSIAT, ORFILA, BÉRARD, BUSSY, PERSOZ, MILNE-EDWARDS, CHEVREUL et DE JUSSIEU est chargée d'examiner si l'organisation des écoles de pharmacie « ne serait pas » susceptible de quelques modifications et, notamment, s'il n'y aurait pas lieu de réduire le nombre » des chaires. » (47)

* L'Ecole de Montpellier s'émeut. Elle annonce au maire que l'existence de son établissement est « menacée pour la troisième fois » et prie le Conseil municipal d'émettre, auprès du Gouvernement, un vœu en faveur de sa conservation. (48) En consé-

(47) Voir Moniteur universel du 8 juin 1850.

(48) Arch. municip. Séance du C. M. de Montpellier, 2 juillet 1850, n° 49, folios 15 et suivants.

Ce renseignement nous a été communiqué par M. le professeur THOMAS. Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de nos remerciements les meilleurs.

quence, DUPIN, DE CALVIÈRES, LAFOSSE, DESSALLE et POUJOL sont chargés de cette question.

Pendant ce temps, la Commission poursuit son travail. Dans un rapport adressé au Ministre de l'Instruction Publique, elle commence par signaler l'état de la pharmacie et les différences qui existent entre les deux classes de pharmaciens.

Les pharmaciens de 2^e classe, qui généralement, ne reçoivent aucune instruction professionnelle et ne sont pas pourvus du baccalauréat, consacrent huit années à l'exercice de la pharmacie dans une officine ouverte au public ; certains suivent pendant un ou deux ans les cours des Ecoles secondaires de médecine, ce qui réduit la durée de leur stage. Leur diplôme, obtenu le plus souvent devant un jury médical, leur permet d'exercer uniquement dans les limites du département pour lequel ce diplôme a été délivré.

Pour les pharmaciens de première classe, le stage est de trois ans. Pendant trois autres années, les candidats suivent les cours scientifiques et spéciaux qui leur sont nécessaires. Quant au diplôme de première classe, conféré par les Ecoles de pharmacie, il donne le droit d'ouvrir une officine sur un point quelconque du territoire français.

Suit l'état des trois Ecoles de pharmacie. N'étudiant ici que celle de Montpellier, nous ne reviendrons pas sur les améliorations qu'elle a apportées à ses locaux, ni sur le nombre des diplômes qu'elle a délivrés depuis sa création ; qu'il nous suffise de savoir que l'on attribue sa désertion momentanée aux causes suivantes :

1^o) Le développement trop grand des Ecoles secondaires de médecine, la création de nouvelles Facultés

des Sciences ou la multiplication des chaires dans divers de ces établissements. Un exemple : il y a des cours de chimie générale, de botanique et de physique ouverts dans les Facultés des Sciences de Bordeaux et de Toulon, ce qui peut déterminer une dispersion des élèves du Sud-Ouest de la France.

2°) La question du baccalauréat ès-lettres, obligatoire depuis l'ordonnance royale du 27 septembre 1840.

3°) La facilité qu'ont les jurys médicaux de recevoir des pharmaciens. Or, les épreuves dans ce cas sont moins difficiles. De plus, il ne faut payer qu'un droit de 250 francs alors que 1.100 francs sont nécessaires dans les Ecoles Supérieures. (49)

La Société a le droit d'exiger du pharmacien des connaissances étendues sur la chimie, la botanique, la matière médicale, l'histoire pharmaceutique des substances médicamenteuses, la toxicologie ; des notions précises enfin sur la physique. Or, le stage n'apprend guère que la préparation des ordonnances. Jadis, on préparait journellement dans les officines une multitude de substances. Aujourd'hui, le pharmacien s'adresse au commerce ; il n'en est pas moins responsable de ses produits. Il manipule des poisons ; la toxicologie ne lui est-elle pas de la plus grande utilité ? *Il n'y a donc pas lieu de réduire le nombre des chaires.*

Mais, dira-t-on, les études pharmaceutiques ne peuvent-elles se faire soit dans une Ecole de médecine, soit à la Faculté des Sciences ? Non. Le but de nos études étant spécial, il faut un enseignement spé-

(49) Arch. municipales. Séance du C. M. de Montpellier, 12 juillet 1850.

cial. Deux cours qui portent le même nom sont différents selon les maîtres qui les enseignent et le point de vue auquel ils se placent. C'est ainsi qu'un cours de chimie qui s'adresse à un pharmacien ne saurait être identique s'il vise un médecin. Il en est de même pour la botanique et toutes les autres matières.

Un autre danger est à prévoir :

« *La fusion des Ecoles de pharmacie et de médecine*
» *tendrait, d'une part, à amoindrir les véritables études*
» *pharmaceutiques, d'autre part à créer en France une*
» *classe de demi-médecins de capacité médicale infé-*
» *rieure... Le pharmacien serait souvent tenté de se*
» *considérer comme apte à exercer l'art de guérir et se*
» *ferait facilement passer pour tel aux yeux d'une*
» *grande partie de la population, bien que ses études*
» *n'eussent pas été dirigées vers ce but et qu'il n'eût*
» *donné aucun gage de capacité médicale.* » (50)

Quelle est leur conclusion ?

D'abord, la suppression des jurys médicaux ;

En second lieu, tous sont unanimes à déclarer que
« *les Ecoles de pharmacie ne doivent pas disparaître*
» *du corps enseignant et qu'il y aurait des inconvé-*
» *nients graves dans leur adjonction aux Facultés de*
» *Médecine et aux Facultés des Sciences.* »

« *Il faudrait y développer davantage les manipula-*
» *tions chimiques et toxicologiques, en un mot toutes*
» *les études pratiques. Etablir enfin une juste distinc-*
» *tion entre les pharmaciens dont les études ont été*
» *régulièrement faites dans les Ecoles de Pharmacie*

(50) Voir Moniteur universel du 8 juin 1850.

» *et ceux qui ne doivent leur diplôme qu'à « l'appren-
» tissage ou quelque autre voie. »* (51)

En résumé, loin de supprimer les Ecoles de Pharmacie, il faudrait, au contraire, « *s'appliquer à rendre
» leur action plus forte et leur utilité plus manifeste
» aux yeux de tous. »*

Il nous a semblé utile d'insister sur ce point. Menacée dans son existence sous prétexte d'économies, notre Ecole a, une fois de plus, résisté à cette offensive. Mieux connue grâce aux résultats obtenus, elle est sortie victorieuse des assauts dont elle fut l'objet.

Revenons aux étudiants. Pour stimuler leur ardeur un concours était ouvert entre les élèves les plus instruits qui désiraient y prendre part. Ces concours de fin d'année datent de l'article XXII de l'arrêté gouvernemental du 25 thermidor au XI (13 août 1803) ainsi conçu :

« Les Ecoles seront autorisées à prélever sur leurs
» fonds une somme destinée à une distribution an-
» nuelle de prix. A cet effet, il y aura, à la fin de l'an-
» née scolaire, un concours ouvert pour chacune des
» sciences qui seront enseignées dans les Ecoles. »

La séance de l'Ecole du 16 août 1806 en règle le mode
On y lit :

« *Chacun des concurrents aura à répondre sur trois
» questions qui lui seront fournies par la voye du
» sort. A chaque question, il sera interrogé première-
» ment par un membre de l'Ecole, ensuite par les con-*

(51) Dès 1825, on parlait de supprimer les titres d'officier de santé et de pharmacien de deuxième classe. Cuvier plaida pour leur maintien. Ce n'est que le 19 avril 1898 que le diplôme de deuxième classe fut aboli.

» *currents, qui seront apelés à interroger selon le rang de leurs inscriptions.* »

N'est-ce pas la « *dispute* » de jadis ?

Le concours a lieu dans la salle des actes. Les membres de l'Ecole sont en costume ; l'élève est revêtu de la robe des candidats. Les interrogations ne doivent pas dépasser la durée d'une demi-heure pour chaque question.

Les prix consistent en une « médaille coulée, portant tant d'un côté une couronne circulaire de diverses plantes, et l'année gravée au bas du pleinchamp. De l'autre côté un filet circulaire et l'exergue suivante : *Ecole spéciale de pharmacie de Montpellier.* Dans le pleinchamp, premier ou deuxième prix de chimie, de pharmacie ou d'histoire naturelle ou de botanique. » Les premiers prix sont en « argent surdoré » ; les deuxièmes en argent. Sur chaque médaille, une place est réservée pour que l'élève puisse y faire graver son nom (52).

Le cérémonial de la première distribution des prix nous a paru si imposant que nous le reproduisons ici.

A cette réunion publique et annoncée par affiches, sont invités : MM. les conseillers de préfecture, le maire, l'Ecole de médecine, M. le proviseur du Lycée et les professeurs, la Société de médecine pratique, la Société médicale, enfin les pharmaciens de la ville. Monsieur le Préfet a promis d'y assister.

La cérémonie se déroulera dans la salle de l'enseignement ou laboratoire. MM. REY et FIGUIER s'occuperont des préparatifs et accueilleront les invités. « Le bureau de la salle d'assemblée, est-il dit dans la séance du 17 mars 1807, sera placé sur un grand ta-

(52) Arch. Ecole de pharmacie. Reg. séances, n° 1 (séance du 19 avril 1806, n° 114, p. 93).

» pis de pied au-devant de la cheminée du laboratoire.
» Devant ce bureau, en face du public, et au milieu,
» sera placé le fauteuil de l'Ecole (53) pour M. le Pré-
» fet, à ses deux côtés seront placées des chaises ordin-
» naires en nombre égal pour les membres de l'Ecole.
» En face du bureau sera adossé à la barrière un des
» bancs publics de la salle des actes, recouvert d'une
» tapisserie, destiné aux seuls Professeurs en médecine.

« Aux deux côtés du bureau seront placés trois rangs
» de chaises ordinaires. Le premier rang à droite, re-
» couvert d'une tapisserie sera réservé pour M. le Maire
» et ses adjoints, le premier rang à gauche, également
», recouvert d'une tapisserie sera pour Messieurs les
» Conseillers de Préfecture.

» Les second et troisième rangs de chaises à droite
» et à gauche seront réservés pour tous les autres invi-
» tés. Il y aura une garde composée de cinq hommes
» qui seront disposés par MM. les Commissaires ; il
» sera ajouté à leur consigne générale relative aux pla-
» ces réservées, celle de garder le premier banc au bas
» de l'amphithéâtre pour les élèves en pharmacia » (54).

Et voici, le jour étant enfin arrivé — 2 avril 1807 —
le récit de la cérémonie elle-même :

« A dix heures et demie, sur la proposition de
» M. VIRENQUE, les quatre membres se mettent en
» costume pour recevoir les membres de l'Ecole de
» médecine et les autorités, les ordres sont donnés

(53) Ce fameux fauteuil était en « noyer et marroquin vert ». Séance du 14 déc. 1806, p. 124.

(54) Arch. Ecole de pharmacie. Reg. des séances, n° 1
(Séance du 17 mars 1807, n° 155, pp. 133 et 134).

» pour être prévenus de leur arrivée, et aller au-
» devant d'eux dans l'avant-salle.

» Quelques membres de la Société de médecine pra-
» tique, quelques pharmaciens sont accueillis dans la
» salle d'assemblée. A onze heures et demie, l'Ecole
» de médecine est annoncée par l'ouverture des por-
» tes de la salle d'assemblée, et les membres de l'Ecole
» de Pharmacie s'avancent dans l'avant-salle, la dé-
» putation composée de quatre membres, M. DUMAS,
» M. Victor BROUSSONNET, M. MONTABRÉ et M. SENAUX,
» tous en grand costume, précédés de l'huissier avec
» masse, entre dans la salle d'assemblée, toute le
» monde est debout.

» A onze heures trois quarts, l'arrivée de M. le Pré-
» fet, accompagné de M. VERDIER et de M. FARJOU,
» conseillers de préfecture, est annoncée, l'Ecole trou-
» ve ces Messieurs dans l'avant-salle, elles les accom-
» pagne dans celle d'assemblée, M. le Préfet et ses
» conseillers sont en habit d'étiquette, précédés de
» deux huissiers de préfecture.

» Après un instant de cérémonie, on se rend dans
» la salle de l'enseignement. La députation de l'Ecole
» de médecine occupe le banc qui lui était destiné,
» M. le Préfet prend le fauteuil, à côté droit se placent
» le directeur de l'Ecole et le professeur secrétaire,
» à côté gauche, le professeur FIGUIER et le professeur
» POUZIN. Sur le 1^{er} rang de chaises, à côté gau-
» che, sont placés MM. les Conseillers de Préfecture,
» le 1^{er} rang de chaises à côté droit, préparé
» pour la mairie, reste vuide, les autres rangs des deux
» côtés sont occupés par la Société de médecine pra-
» tique, par quelques pharmaciens et autres invités.
» Les huissiers de Préfecture se tiennent debout der-
» rière les chaises, à gauche. L'huissier de l'Ecole de

» médecine reste à la porte de la barrière, en dehors
» à gauche.

» L'amphithéâtre, la galerie et l'entrée publique de
» la salle sont complètement occupés par un public
» choisi et le concours est tel que beaucoup de per-
» sonnes ne peuvent pénétrer et restent dans la
» cour » (55).

VIRENQUE prend la parole. Il donne un aperçu des travaux des professeurs et des élèves. Après les discours d'usage, on procède à la distribution des prix.

♦♦

Annoncé par le « tintement lent de la cloche à chaque heure » (56), le décès d'un professeur de l'Ecole s'accompagnait d'un cérémonial tout aussi imposant. Voici, à titre d'exemple, les obsèques de REBOUL :

Madame REBOUL ayant fait part de la mort de son mari, professeur-adjoint, l'Ecole décide de se rendre en corps aux obsèques. A cet effet, une délégation est envoyée chez la veuve, puis les membres de l'Ecole, accompagnés de BROUSSONNET, directeur de l'Ecole de Médecine, se rendent « en habit noir » et « précédés de l'huissier vêtu de noir avec un crêpe à son chapeau, une verge noire à la main... Le drapeau d'honneur est porté par M. FIGUIER, professeur, M. JOYEUSE pharmacien reçu à l'Ecole et membre de la Société de médecine pratique, M. FÉAU pharmacien de l'ancien collège de pharmacie, M. MARTIN-CHOISY juge, membre du conseil général de la commune. MM. VIRENQUE, REY et POUZIN marchent de front avant le deuil, immédiatement après le cer-

(55) Arch. Ecole de pharmacie. Reg. des séances, n° 1 (Séance du 2 avril 1807, n° 156, pp. 136-137).

(56) Arch. Ecole de pharmacie. Reg. des séances, n° 2 (Séance extraord. du 28 mars 1817, p. 98).

» queil, précédés par l'huissier de l'Ecole ; nombre
» d'étudiants en pharmacie marchent de suite après
eux. » (57)

Il fut décidé, en outre, que « l'effigie des membres
décédés » serait placée honorablement dans l'une des
salles et, qu'au bas du buste ou du tableau, seraient
inscrits en latin les nom, prénom, qualité, âge et
jour du décès.

Comme nous avons pu le constater, les professeurs
de notre Ecole, dans l'exercice de leurs fonctions, por-
taient un costume. Le 22 fructidor an XII (9 septem-
bre 1804), Napoléon, Empereur des Français, l'avait
fixé ainsi :

- « Habit noir à la Française ;
- » Robe noire d'Etamine, avec des devants de soie,
- » couleur rouge foncé ;
- » Toque en soie, même couleur, cravatte de batiste
- » tombante. » (58)

Terminons la question des étudiants par quelques
mots sur le *Cercle pharmaceutique* et l'*Ecole prati-*
que.

(57) Arch. Ecole de pharmacie. Reg. des séances, n° 1
(Séances des 23 et 24 messidor an XII, pp. 35-36).

(58) Arch. Ht. M. 5. Médecine et pharmacie, an 11 à 1831
n° 1680).

Signalons, en passant que le costume de l'huissier était
fixé ainsi : « habit noir à la française, par dessus manteau
» court d'étamine noire, avec cravate blanche tombante, et
» toque de drap noir avec galon rouge de soie ». (Arch. Ecole
de pharmacie. Séance du 18 pluviôse an XIII n° 77, p. 60).

Pendant longtemps, la toque fut remplacée par un « cha-
peau rond ». Aux cérémonies, l'huissier précédait l'Ecole. Il
était porteur d'une masse d'argent représentant un palmier
entouré d'un serpent.

En décembre 1838, les élèves en pharmacie de l'Ecole de Montpellier se groupent sous le nom de « *Cercle pharmaceutique* ». Au secrétariat de notre Ecole, nous avons retrouvé leur sceau. Il est à l'effigie le Galien et porte l'inscription suivante : *Cercle Pharmaceutique, Montpellier*.

Les étudiants s'assemblent tous les dimanches de midi à deux heures et s'occupent de questions relatives à leur instruction. Des concours sont établis. Ne peuvent y prendre part ceux qui sont déjà membres du Cercle.

Voici la question mise au concours pour l'année 1839. (59) : « Chercher à éclaircir et à fixer le mode » de préparation du liparolé mercuriel (onguent napolitain) en déterminant :

» 1^o) Quelle est l'action de la graisse récente sur le » mercure.

» 2^o) Quelle est celle de la graisse rancie sur ce » métal.

» 3^o) Quelle est l'influence des acides gras sur le » mercure par rapport à son extinction.

» 4^o) Enfin, quelle modification la graisse récente » ou non rancie peut éprouver par son mélange avec » une très petite quantité de précipité noir obtenu du » mercure doux par l'eau de chaux, la graisse récente » acquérant, par ce mélange, l'aptitude à se mêler » facilement avec le mercure. »

Les prix comprennent :

1^o) La collection du *Journal de Pharmacie du Midi*, composée de six années, chaque volume étant relié.

2^o) Le diplôme de membre correspondant.

3°) Un abonnement perpétuel au *Journal de Pharmacie du Midi*.

Le *Cercle Pharmaceutique de Montpellier* fut créé à l'instar de Paris où quelques internes des hôpitaux avaient fondé, le 19 juillet 1838, une association semblable. Celle-ci, dite « *Société d'émulation pour les sciences pharmaceutiques* », s'éteignit, en 1883, faute d'encouragements. (60)

Quant à l'*Ecole Pratique*, elle naît avec l'ordonnance du 27 septembre 1840 (61) qui rend obligatoire, dans toute Ecole de pharmacie, l'existence de laboratoires où les élèves seront exercés aux manipulations chimiques. Le règlement du 5 février 1841 spécifie que ces manipulations seront de trois sortes : chimiques, pharmaceutiques et toxicologiques. L'Ecole Pratique, complément indispensable de l'enseignement théorique, nécessitant un local, le Conseil Royal, en 1843, en autorise la construction.

Direction et surveillance de ces laboratoires sont confiées au professeur CAUVY. Il fait un rapport sur les travaux des élèves qui les fréquentent. Les meilleurs d'entre eux reçoivent un certificat d'assiduité leur donnant le droit de prendre part au concours annuel. Le premier concours de travaux pratiques, réglé par une commission de professeurs, eut lieu en août 1844. On y décerna des médailles et des livres.

C'est à JEANJEAN et à DIACON que nous devons les grandes améliorations apportées aux travaux pratiques. Ceux-ci ne tardèrent pas à occuper une large place dans l'enseignement de la pharmacie.

(60) André PONTIER, - Histoire de la pharmacie, pp. 558 à 564.

(61) DUVREGIER. - Collection des lois, année 1840, p. 422.



Avril - mai 1806



1816



décembre 1838



1847 à 1848



Décret du 14 mai 1920

CHAPITRE II

ARMOIRIES ET SCEAUX

Dans une lettre en date du 26 juillet 1809, le maire de Montpellier annonce que l'Ecole de Pharmacie est comprise « dans le nombre des établissements auxquels Sa Majesté Impériale et Royale accorde le droit d'obtenir des armoiries. » A cet effet, le 14 décembre suivant l'Ecole adopte « un palmier entouré d'un serpent, les rameaux du palmier ombrageant une tête de Galien posée sur un bloc de cristaux de roche, le tout entouré de la légende suivante : *Ecole Spéciale de Pharmacie de Montpellier*. Elle se décide pour le palmier et le serpent parce que de tous les tems, cette réunion a été l'emblème de la Pharmacie. Elle y ajoute la tête de Galien, parce qu'elle forme le sceau provisoire de l'Ecole et que la pharmacie s'honore de la Science pratique de ce grand homme. »

Dans ces armoiries ont été groupés les trois règnes de la nature qui, tous trois, fournissent des médicaments à la pharmacie. Le serpent, emblème d'Escu-

lape, a peut-être une autre signification : n'enseigne-t-il pas la prudence, qualité par excellence du pharmacien ?



La confection d'un sceau étant nécessaire, le 27 floréal an XII (17 mai 1804), il est décidé qu'il sera frappé à l'effigie de Galien. (62) La question est reprise le 19 avril 1806. L'Ecole délibère que la disposition du 27 floréal an XII « sera mise provisoirement » à exécution ; elle charge, en conséquence, le professeur REY de faire confectionner, dans le plus court délai, par un artiste de la ville, un sceau qui sera appliqué à l'avenir sur les diplômes que l'Ecole délivrera, lequel sceau portera l'effigie de Galien avec l'inscription suivante : *Ecole Spéciale de Pharmacie de Montpellier.* » (63) REY doit en outre, se procurer un cachet pour la correspondance portant un aigle impérial avec l'inscription : *Directeur de l'Ecole de Pharmacie de Montpellier.* Les deux pièces, œuvres du sieur DONNADIEU, graveur, sont confiées à la garde du professeur-secrétaire le 19 mai 1806. (64)

En 1816, FIGUIER observe « qu'il n'a trouvé au secrétariat qu'un cachet dont l'administration se servait, lequel a porté successivement divers emblèmes... »

C'est le second cachet déjà cité et peut-être celui sur lequel, entourant l'image de Galien, on peut lire :

(62) Arch. Ecole Pharmacie. Reg. séances, n° 1 (séance du 27 floréal an XII, n° 34, p. 24).

(63) Arch. Ecole Pharmacie. Reg. séances, n° 1 (séance du 19 avril 1806, n° 114, p. 92).

(64) Arch. Ecole Pharmacie. Reg. séances n° 1 (n° 117, p. 96).

Administration de l'Ecole de Pharmacie. « Pour apposer aux pièces de correspondance ou autres », l'Ecole délibère « qu'il sera fait un cachet aux armes du Roy avec la légende autour : *Administration de l'Ecole de Pharmacie de Montpellier.* » (65)

Le sceau portant l'inscription : « *Cercle pharmaceutique Montpellier* » est celui de cette réunion qui vit le jour en décembre 1838 et dont nous avons déjà parlé.

Nous n'avons pu déterminer de façon exacte la date des deux sceaux de l'*Ecole Supérieure de Pharmacie*. Ils paraissent devoir remonter entre 1847 et 1848. (66).

(65) Arch. Ecole Pharmacie. Reg. séances n° 2 (25 avril 1816, p. 88).

A l'occasion de la Restauration, il fut également confectionné « un drapeau de soye blanche, peint aux armes de France »... Dans les occasions nécessaires, il devait flotter sur la terrasse de l'Ecole, en « signe de dévouement et d'amour des français pour leur Roy légitime ». Deux médaillons de marbre blanc, ornés d'une fleur de lys en relief, furent placés à chaque extrémité de l'inscription, située au-dessus de la porte d'entrée des bâtiments de l'Ecole.

(66) Dans le projet de loi du 15 février 1847 (par Louis-Philippe), il est spécifié au titre V, article 28, que l'enseignement de la pharmacie est donné par les Ecoles préparatoires de médecine et par les *Ecoles supérieures* de pharmacie (Journal de pharmacie du Midi, t. XIV, p. 116). — D'autre part, à propos des « Dispositions organiques concernant l'Instruction publique », 9 mars 1852, art. 2, il est parlé encore d'*Ecoles supérieures* de pharmacie, et on peut lire la note suivante : « c'est le premier acte législatif dans lequel on rencontre la qualification d'Ecoles supérieures de pharmacie ; jusque-là, les trois établissements cités par la loi de germinal étaient désignés simplement sous le nom d'Ecoles et parfois d'Ecoles spéciales » (Centenaire de l'Ecole supérieure de l'Université de Paris, 1803-1903).

Clôturons enfin la série des cachets par le sceau actuel orné de la légende : *Faculté de Pharmacie de Montpellier*. Il date du décret du 14 mai 1920 qui donna à nos Ecoles le titre de *Faculté* réclamé depuis si longtemps. Depuis, médecine et pharmacie collaborent d'égal à égal à cette œuvre commune si belle : la défense de la santé publique.

DEUXIEME PARTIE

LA PHARMACIE EN VILLE



CHAPITRE PREMIER

RÉGULARISATION DES TITRES. — LES PHARMACIENS

DU XIX^e SIÈCLE. — L'ORGANISATION SYNDICALE

I

Après la fondation de l'Ecole de Pharmacie de Montpellier, les pharmaciens ayant officine ouverte se voient accorder trois mois pour régulariser leurs titres. Désormais, comme l'écrira VIRENQUE au Préfet de l'Hérault, « nul titre n'est valable pour l'exercice » de la pharmacie que les actes d'une réception légalement faite. » (67)

Les actes antérieurs de réception émanaient des « *collèges* » (68), des jurandes, ou des Ecoles de Mé-

(67) Arch. Ht, M. 5 (Médecine et pharmacie, an 11 à 1831). Lettre de Virenque au Préfet de l'Hérault, 15 ventôse an 12 (6 mars 1804), n° 38.

(68) Ici encore « *collège* » doit être pris dans le sens du mot latin *collegium*, compagnie.

decine. Les *collèges* s'établissaient des actes comme *collèges* ou comme commissions. Les jurandes, qui étaient composées d'au moins trois maîtres légalement reçus concédaient des actes de réception uniquement applicables « dans le ressort desdites jurandes. » L'Ecole de Médecine de Montpellier, elle aussi, délivrait des diplômes provisoires. Ceux-ci, qui jusqu'alors avaient donné droit à l'exercice de la profession pharmaceutique, durent être échangés auprès de la nouvelle Ecole de Pharmacie.

Quant aux *lettres de matricule*, ce n'étaient pas à proprement parler des actes réception, « mais seulement des titres d'élèves de l'ancien *collège* » de Montpellier. » Elles ne devinrent d'aucune valeur pour l'exercice de la pharmacie.

Nous reproduisons, ici, la copie des lettres de matricule appartenant à George Louis MOUCHON qui, dans notre ville, exerça sa profession pendant vingt ans.

« Nous, consuls des maîtres apothicaires jurés de »
 » Montpellier. A tous ceux que ces présentes verront, »
 » salut, disons que le sieur George Louis MOUCHON »
 » natif de Genève, diocèse de —, lequel, depuis »
 » plusieurs années pratiquant l'art de la pharmacie »
 » chez le sieur MONTET, maître apothicaire, nous a »
 » requis de vouloir bien lui faire expédier des lettres »
 » de matricule. A ces fins, déclarons à tous ceux qu'il »
 » appartiendra que, selon l'usage pratiqué par notre »
 » Université, nous l'avons examiné et interrogé tant »
 » sur la théorie que sur la pratique de la chimie et »
 » de la pharmacie, et l'ayant trouvé capable, l'avons »
 » inséré dans notre livre des matricules Aa Aa. En »
 » foi de quoi lui avons expédié ces présentes signées »
 » de nous et scellées du cachet de nos armes. »

Fait à Montpellier en notre Chambre de Juridiction, ce sixième mars 1783.

Signés : BROUSSONNET, professeur ; RENÉ, professeur de chimie ; PEYRE, doyen ; BONNET, FÉAU, Jacques CARQUET, syndic ; JOYEUSE, syndic. (69)

Quant aux jurys, ceux-ci ne peuvent se former que dans le chef-lieu. De plus, d'après l'article 14 de la loi sur l'organisation de la pharmacie, ils ne peuvent exister dans les villes où sont placées les Ecoles de Médecine et celles de Pharmacie. (70)

II

Les lois du 19 Ventôse et du 21 Germinal an XI ordonnent de publier annuellement et de transmettre au Ministre de l'Agriculture et du Commerce la liste des docteurs en médecine, des officiers de Santé, des sages-femmes et des pharmaciens exerçant légalement leur profession dans chaque département. La décision ministérielle du 20 juillet 1856 fait ajouter à ce tableau les herboristes.

En vue de l'inspection des pharmacies (71), prescrite par la loi de Germinal, les maires sont tenus de désigner les pharmaciens, épiciers et herboristes résidant dans leurs communes respectives. Ils doivent en dresser la liste par catégorie de profession, en ayant soin

(69) Arch. Ht, M. 5, an II à an XII.

(70) Arch. Ht, M. 5, an II à an XII. Lettre de Virenque au Préfet, 22 frimaire an 12, n° 18.

(71) Cette mesure de surveillance de l'exercice de la pharmacie s'étendit, par décision ministérielle du 9 mars 1832, « aux officiers de santé débitant des remèdes, aux hôpitaux, » aux hospices et à tous autres lieux où sont préparés, distribués, vendus des produits naturels, des composés médicamenteux. » Arch. Ht, M. 5. Inspection des pharmacies (1843-1862). Lettre au Préfet du 26 août 1849.

d'indiquer, pour chaque individu, les nom et prénoms, la nature de la profession, le nom de la rue où se trouve l'établissement devant être visité ; la liste doit comprendre, en outre, une colonne d'observations.

Transmises au Préfet, ces listes, ordonnées par l'article 26 de la loi du 19 Ventôse et l'article 28 de la loi de Germinal, parviennent finalement au Ministre. Nous n'en possédons aucune antérieure à 1816. Notre affirmation s'appuie sur une lettre que BROUSSONNET, doyen de la Faculté de Médecine, adresse, en 1816, au Préfet. On y relève ceci : « Aucune liste n'ayant été » imprimée depuis le 6 Ventôse de l'an XII (26 février 1804), l'intention du ministre n'a jamais reçu » son exécution et il n'a jamais été dressé dans le » département de l'Hérault aucune liste conforme au » modèle que je vous envoie. » (72)

Nous avons cependant retrouvé quelques « *Etats de pharmaciens ayant officine ouverte à Montpellier.* » (73) Dans le premier, qui remonte au 21 messidor an XI (10 juillet 1803), on compte les quatorze pharmaciens dont les noms suivent :

MOUCHON, FLAMANT, BLANC, VIRENQUE, BONNET, SÉRANNE, REY POUZIN père, FÉAU, VERGNES, JAUMES, REBOUL, FIGUIER et JOYEUSE.

Le 15 Ventôse an XII (6 mars 1804), ce nombre passe à 18 grâce à l'installation d'un autre VERGNES, de POUZIN fils, de CAURON et de MOULIÉRAC.

(72) Arch. Ht. M. 5 (1816-1819). Lettre de Broussonnet, 10 août 1816.

(73) Arch. Ht. M. 5 Pharmaciens an II à an XII ; Médecine et pharmacie, an 11 à 1831.

Arch. Ecole Pharmacie. Reg. séances, n° 2, p. 39.

Dans la liste du 17 frimaire an XIII (8 décembre 1804), les deux derniers ne sont plus mentionnés. En 1811 enfin, le chiffre 16 se maintient, le décès de Vincent REBOUL étant compensé par l'installation de François César LAUGIER qui, reçu à Montpellier le 3 frimaire an XIII, sera l'un des maîtres de BALARD.

Il serait fastidieux d'indiquer, année par année, la liste des pharmaciens ayant ouvert officine dans notre ville. Nous renvoyons à un tableau, placé à la fin du chapitre, dans lequel on trouvera les principaux d'entre eux classés par ordre alphabétique. Ne pouvant les étudier séparément, nous nous bornons, ici, à faire un choix parmi les plus connus, et nous nous arrêtons tout d'abord sur le Montpelliérain BALARD.

Fils de vignerons, Antoine Jérôme BALARD naît à Montpellier le 30 septembre 1802. Après d'excellentes études au Lycée, sur les conseils de Mme VINCENT, sa marraine, il se fait inscrire comme élève stagiaire à la pharmacie LAUGIER. Un an et demi après, il entre chez BLANC. A 17 ans, il est préparateur de chimie à la Faculté des Sciences avec le savant ANGLADA. Il travaille également aux côtés d'Etienne BÉRARD, qui l'admet à la manufacture de produits chimiques de la Paille.

En 1826, sur des instances réitérées de ces deux maîtres, l'Académie des Sciences consent à prendre en considération le travail de ce débutant, âgé de 24 ans à peine. Il vient d'isoler un corps qu'il appelle *Muride* et auquel GAY-LUSSAC donnera le nom de *Brome*. Cette belle découverte, par la mise en évidence de familles naturelles, va orienter la chimie vers une ère nouvelle et associer le nom de BALARD à ceux des plus grands chimistes.

Etudiant les eaux-mères des marais salants, BALARD montre que l'on peut en extraire du sulfate de soude, des sels de potasse et de magnésie. En 1844, il expose ses recherches et, dans le mémoire qu'il présente à l'Académie des Sciences, on relève ces lignes ; elles dépeignent l'homme : « *La Science ne paraît pas avoir* » *seulement pour mission de satisfaire chez l'homme* » *ce besoin de tout connaître, de tout approfondir, qui* » *caractérise la plus noble de ses facultés ; elle en a* » *aussi une autre, moins brillante sans doute, mais* » *peut-être plus morale, je dirai presque plus sainte,* » *qui consiste à coordonner les forces de la nature pour* » *augmenter la production et rapprocher les hommes* » *de l'égalité par l'universalité du bien-être.* » La découverte des gisements de Stassfurth annihila le fruit de tant d'expériences.

Professeur-adjoint à l'Ecole de Pharmacie en 1829, il devient, en 1837, titulaire de la chaire de physique. En 1834, il succède à ANGLADA à la Faculté des Sciences. Appelé à Paris en 1842, pour suppléer THÉNARD à la Sorbonne, la belle carrière de BALARD va se dérouler dans la capitale. En 1844, il est élu à l'Institut en remplacement de DARCET ; en 1845, maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure ; en 1851, il occupe la chaire de chimie au Collège de France et, en 1867, devient inspecteur général de l'enseignement supérieur.

Il ne renia jamais ses modestes origines et, jusqu'à sa mort, se souvint qu'il avait été *élève en pharmacie*. A Montpellier, il créa une officine dans la rue de l'Argenterie, à l'angle de la rue de la Charrue. Elle a disparu de nos jours. BALARD la céda à son élève LUTRAND, qui la vendit à RABAUD. Elle passa enfin à

GACHON qui transporta le matériel et la boiserie à Marsillargues.

L'Ecole de Pharmacie a conservé la mémoire de ce savant. Une plaque commémore la découverte du Brome et, depuis 1896, le buste de l'illustre montpellierain figure dans la cour d'honneur avec ceux de BÉRARD, de GERHARDT et de CHANCEL.



Une figure moins connue sans doute, mais très curieuse, est celle de Pierre BORIES.

Né à Saint-Laurent (Aude), Pierre BORIES acquiert le grade de pharmacien auprès de l'Ecole de Naples, ville dans laquelle il remplit les fonctions d'employé aux hôpitaux militaires. Il fut même, a-t-on dit, pharmacien de Murat. Les événements de 1815 l'obligent à fuir, en abandonnant l'établissement qu'il a fondé et les propriétés qu'il a acquises. Il se réfugie à Montpellier, dans la famille de sa femme. Son diplôme émanant d'une école étrangère, son premier soin est de le régulariser et de le convertir en diplôme d'état français. (74) Il se fixe alors définitivement à Montpellier et y tient officine vis-à-vis la Poissonnerie. (75) En 1822, à la démission de BLANC, professeur-adjoint, il sollicite cette place, mais se voit préférer son concurrent François-Hugues-Roméo POUZIN. (76)

(74) Arch. Ht, M. 5 (1816-1819). Lettre de Pierre Bories du 25 févr. 1818.

(75) Louis-J. THOMAS. - Montpellier il y a cent ans (1811-1812). Cf. La Poissonnerie, d'après un dessin d'Amelin, — « Bâtie par Giral, en 1747, elle fut démolie en 1858. Son emplacement est occupé par la partie de la Halle neuve qui est en bordure de la rue Saint-Guilhem ».

(76) POUZIN. - Lettre à M. Bories, pharmacien de Montpellier.

Docteur en médecine, agrégé à la Faculté de Médecine de Montpellier, auteur d'un formulaire et de nombreux articles parus dans le *Journal de Pharmacie du Midi*, il meurt dans notre ville le 21 février 1842.

**

Il nous a paru intéressant d'insister un peu sur la famille FIGUIER. (77)

Les FIGUIER — deux frères et un neveu — se sont succédés dans la même officine, 17, rue de la Loge. L'immeuble, dont l'entrée est située rue des Trésoriers-de-France, leur appartenait et leur pharmacie, disparue depuis peu, a toujours porté leur nom.

Le premier de la lignée, Pierre FIGUIER, naît à Sommières (Gard), en 1759. Il est fils de Pierre FIGUIER négociant en vins et de Françoise FRAISSINET. Après d'excellentes études pratiques chez le sieur BONNET, de Montpellier et chez deux autres apothicaires de Genève, il est reçu pharmacien, le 15 juillet 1792 et fonde une officine. Il la cède à son frère Jean lorsqu'il est nommé professeur à l'Ecole de Pharmacie.

Pierre FIGUIER, qui a enseigné 14 années durant dans notre Ecole, est un chimiste distingué, auteur de plusieurs mémoires scientifiques. Nul n'ignore ses nombreuses analyses d'eaux minérales (notamment celles d'Ussat et de Balaruc, cette dernière reprise par ROUSSET en 1840). Il s'occupe de chimie industrielle, étudie les préparations d'or utilisées en médecine, en particulier le muriate triple d'or et de soude ; pendant le Blocus continental, il retire le su-

(77) Nous devons ces renseignements à l'arrière petit-fils de Jean FIGUIER, qui habite Lodève. Nous le prions d'accepter ici nos sincères remerciements.

cre du raisin. C'est lui, enfin, qui met en évidence les propriétés décolorantes du noir animal, découverte qui s'attache à son nom. Au cours d'une expérience de laboratoire, un éclat de verre lui crève un œil ; c'est ce qui fait dire à l'un de ses collègues : « Le professeur FIGUIER fait de la chimie à perte de vue. »

A sa mort, le 28 mars 1817, on l'enterre dans sa propriété, à Lunel. Quelques années après, à la suite d'une vente, ses héritiers transportent son corps à Montpellier, au cimetière protestant. Aux côtés de sa femme, née Marie GOURGAS, c'est là qu'il repose aujourd'hui.

Jean FIGUIER, son frère, lui succède. Né à Sommières le 28 juillet 1776, il prend part à la campagne d'Italie. Reçu pharmacien le 10 mars 1802, il s'établit à Montpellier, épouse Magdeleine GOURGAS, de Lunel et meurt en notre ville le 30 mars 1824.

Pierre FIGUIER ne laissa pas d'enfants, mais son frère Jean en eut cinq. L'aîné, Oscar, né à Montpellier le 9 novembre 1805, n'a pas terminé ses études à la mort de son père. Sa mère fait gérer l'officine par LIMOUSIN (78) jusqu'en août 1830, date de la réception d'Oscar. Comme ces prédécesseurs, ce dernier manifeste les mêmes goûts pour la chimie et la prédilection familiale pour les préparations d'or. Le mode de préparation de son cyanure, indiqué dans le *Journal de Pharmacie du Midi* (79) est si remarqué qu'on en propose l'insertion au nouveau Codex. A l'exposition des Arts et de l'Industrie à Montpellier,

(78) Arch. municipales, Série I 1/7, n° 177. Liste des pharmaciens établis dans la ville de Montpellier, 10 mars 1829.

(79) *Journal de pharmacie du Midi*. T. I, p. 321 et suiv.

Oscar présente une grande quantité de « sel d'or » qu'il a préparé lui-même et, à ce sujet, nous avons relevé dans le *Courrier du Midi* l'entrefilet suivant :
« *Les oxides et le cyanure de ce métal se groupent autour de cette préparation capitale dont la publication du procédé opératoire et l'analyse sont le plus beau fleuron de la couronne pharmaceutique des frères FIGUIER, comme aussi de celle du docteur CHRESTIEN entre les mains duquel ces préparations d'or ont opéré des cures si merveilleuses.* » (80) A côté des sels d'or, Oscar FIGUIER prépare du sel de Barrèges, des sels de morphine et de mercure ainsi que du biantimoniate de potasse. Cette dernière préparation et le mémoire qui l'accompagne obtiennent, en 1837, une médaille d'or de la Société de Médecine de Toulouse.

Le neveu de Pierre, Louis FIGUIER, né à Montpellier le 15 février 1819, est agrégé de la chaire de chimie générale par l'arrêté ministériel du 8 juin 1846. En 1853, il est agrégé à l'Ecole de Pharmacie de Paris. Il a la réputation de célèbre vulgarisateur scientifique.

Enfin, un petit-neveu des FIGUIER, Albert FIGUIER, occupait, en 1903, la chaire de pharmacie à l'Université de Bordeaux.



A la même époque, la famille GAY a fourni, elle aussi, trois pharmaciens. Ils ont exercé leur profession à Montpellier, rue du Palais et, à notre Ecole, ils se sont succédés à la même chaire, celle de pharmacie.

(80) *Courrier du Midi*, n° 148, 10 déc. 1839.

Le plus ancien, Jean-Pierre-Joseph GAY, reçu pharmacien le 20 septembre 1804, est nommé, le 13 octobre 1824, professeur-adjoint. A la mort de REY, il est chargé du cours de pharmacie. Il n'en deviendra le titulaire qu'en 1837, par suite du changement de chaire de Roméo Pouzin. En 1855, il écrit au ministre au sujet de plusieurs réformes à faire et, notamment, pour « éliminer du nombre des examinateurs les deux commissaires de la Faculté de Médecine. » Fondateur du *Journal de Pharmacie du Midi*, il est également l'auteur de la « *Pharmacopée de Montpellier* ». Cet ouvrage, en trois volumes, est divisé en deux parties : la pharmacie galénique et la pharmacie chimique. A l'article traitant de la pulvérisation, l'auteur fait la description d'un couvercle de mortier dont il est l'inventeur. Il a pour but d'empêcher la poudre de s'élever au dehors, d'où économie et, surtout, absence de danger pour l'opérateur. L'ouvrage eut grand succès. Voici ce qu'en dit DUPORTAL :

« *Nous ne craignons pas d'affirmer qu'en publiant
» sa Pharmacopée de Montpellier, dite aussi Traité
» spécial de pharmacie, notre collègue a honorable-
» ment attaché son nom à la liste des écrivains qui
» ont le mieux servi la science et l'art pharmaceu-
» tique.* »

L'opinion du docteur ROUSSET n'est pas moins élogieuse : « *L'auteur, dit-il, n'a pris la plume didacti-
» que qu'après 40 années d'exercice, 20 années de
» professorat et 12 années de publication mensuelle
» d'un journal de pharmacie ; à ces titres, nous ajou-
» terons une probité irréprochable et un amour pas-
» sionné de son état. Fut-il jamais de plus heureux
» auspices pour publier une pharmacopée, une bon-
» ne pharmacopée !* ».

Son fils, Honoré-Célestin GAY, né à Montpellier le 11 mai 1817, reçu pharmacien de première classe le 7 juillet 1842 et agrégé en 1846, lui succède en 1859. Il conservera la chaire de pharmacie jusqu'en 1874, date de sa mort. Collaborateur au *Journal de Pharmacie du Midi*, il remplit à diverses reprises les fonctions d'expert près les tribunaux.

Petit-fils et fils des précédents, Henri-Félix-François GAY naît à Montpellier le 31 mai 1858. Pharmacien de première classe en 1883, pharmacien supérieur et agrégé, il possède les connaissances les plus variées. C'est pourquoi il est chargé successivement des conférences de botanique cryptogamique, de pharmacie et de chimie pharmaceutique, des cours d'organographie animale et végétale, d'histoire naturelle pharmaceutique, de matière médicale, enfin, en 1893, de pharmacie galénique et de pharmacie chimique. Nous lui devons de très nombreux mémoires, notamment sur les algues. Il a découvert un grand nombre d'espèces et un genre d'algues, le genre *Gayella*, lui a été dédié. Pharmacien en chef des hôpitaux de Montpellier, membre de plusieurs Sociétés Savantes, il fait partie du Conseil d'Hygiène de l'Hérault et se charge de la direction scientifique du *Bulletin de Pharmacie du Sud-Est*. Il succombe le 26 septembre 1898 à une maladie infectieuse.

**

Tout comme les trois GAY, les trois POUZIN se sont succédés de père en fils.

Dans la liste des maîtres apothicaires, établie en 1790, en vue de la répartition du vingtième d'indus-

frie (81) nous en relevons deux : POUZIN père et POUZIN fils.

Nous savons très peu de chose sur Hugues POUZIN père qui, né à Saint-Vallier (Drôme), exerce dans notre ville. Il y tient officine dans la rue Montpelliéret. (82)

Son fils, Martin-Hugues-César, né à Montpellier, se présente le 29 janvier 1788 devant la Chambre de Jurande. Il fait ses quatre semaines successivement chez PEYRE, CARQUET, BONNET et HAGUENOT et après les quatre chefs-d'œuvre suivants : « l'opiate Salomonis, les » trois précipités, l'extract volatil de sel ammoniac à » la manière de Woulf et l'extract de Kinkina à la » manière de la garraye », reçoit, le 6 mai 1788, les ornements de maîtrise des mains de son père. (83) A la création de l'Ecole de Pharmacie, il est attaché à la chaire de Botanique et Histoire naturelle des médicaments qu'il conservera jusqu'en 1822, date de sa mort.

François-Hugues-Roméo Pouzin, petit-fils et fils des précédents, naît à Montpellier le 13 juin 1795. Sous l'Empire, il entre à l'Ecole Polytechnique. « Une tradition bien vivante parmi ses amis de cette époque nous le montre aux premiers rangs de cette ardente et patriotique phalange des Ecoles qui défendit un instant Paris contre l'invasion des étrangers. C'est

(81) Arch. Ht, Série D, Reg. des délibér..., 1788-1792, folio 8 (recto).

(82) Arch. Ht, Série D, Reg. des délibér..., 1788-1792, folio 4 (verso).

(83) Arch. Ht, Série D, Reg. des délibér..., n° 10, dernier folio.

.Et D, Reg. des délibér..., 1788-1792, folios 1, 2 et 3.

là le seul épisode belliqueux d'une vie vouée aux pacifiques conquêtes de la Science et tout au plus animée par les innocentes joûtes de l'esprit. » (84) En 1814, ses études n'étant pas terminées, il sort volontairement de l'Ecole Polytechnique et revient à Montpellier. Il se sent attiré vers les études médicales et la botanique. C'est chose très naturelle puisque son père est professeur de botanique et un de ses oncles, médecin et botaniste.

En 1820, il est docteur en médecine et pharmacien de première classe. L'année d'après, il devient suppléant de son père à la chaire de botanique et, en septembre 1822, professeur-adjoint en remplacement de BLANC démissionnaire. Par ordonnance du 29 octobre 1826, il est titulaire de la chaire de pharmacie qu'il abandonne en 1837 pour celle de chimie organique et toxicologie, qui vient d'être créée. DUPORTAL ayant pris sa retraite, il devient enfin directeur de notre Ecole. A sa mort, il lui lègue sa bibliothèque et ses instruments de physique, ainsi que son portrait et celui de son père.

Comme on le voit, il fut, selon les circonstances, médecin, pharmacien, botaniste, chimiste, physicien. Mais, comme le remarquait fort justement PLANCHON, chez lui, « *la vivacité de l'esprit n'excluait pas la bienveillance du cœur.* » (85)



On ne peut parler des POUZIN sans que vienne à l'esprit le nom de leur illustre stagiaire, Eugène SOUBEIRAN.

(84) J.-E. PLANCHON. - Hommage à feu le professeur R. POUZIN.

(85) J.-E. PLANCHON. - Hommage à feu le professeur R. POUZIN.

D'une famille originaire des Cévennes, fils d'un agent de change que la mauvaise foi de quelques clients a ruiné, SOUBEIRAN naît à Paris le 24 mai 1797. A 12 ans, à cause de sa santé délicate, il quitte le lycée Louis-le-Grand ; sa mère devient alors son éducatrice.

Son père va s'installer dans le petit village de Houilles où il fonde un établissement de filature de laine et de blanchissage. Là, on utilise le chlore. L'enfant, qui aide à l'atelier, prend goût à la chimie et veut faire son apprentissage de pharmacien. Refusé par un pharmacien de Montmartre qui le trouve « trop » frêle pour les travaux de laboratoire, et surtout « trop petit pour atteindre les bocalx haut juchés » (86), il est envoyé à Montpellier chez POUZIN, père du professeur de botanique. Il y fait un stage assidu. C'est avec une douce émotion que, devenu célèbre, il se plaira à ramener ses souvenirs vers les années heureuses où, avec tant de passion, il herborisait en compagnie de POUZIN. Au cours de son séjour à Montpellier, pendant les troubles de 1815, SOUBEIRAN, au nombre des curieux, est atteint par une balle perdue qui lui fracasse le bras en deux endroits. C'est grâce à l'illustre chirurgien DELPECH que l'amputation lui est évitée.

Rappelé à Paris, SOUBEIRAN devient l'élève, puis l'homme de confiance d'un pharmacien militaire. En 1819, il passe le concours de l'internat en pharmacie, poste qu'il occupera pendant trois ans. Il est ensuite élève à la Pharmacie Centrale, enfin pharmacien en chef de la Pitié (1823). C'est à cette date que com-

(86) Le centenaire du chloroforme. SOUBEIRAN et sa découverte, par Charles CLERC, in *Revue des Spécialités*, n° 11, déc. 1931.

mencent ses publications scientifiques. Il étudie les tartrates doubles, l'émétique en particulier, les composés mercuriels, notamment le calomel, les sels ammoniacaux mercuriels, le chlore et quelques-unes de ses combinaisons. *Enfin son nom reste attaché à la découverte du chloroforme.* Chose curieuse, LIEBIG fait simultanément la même découverte, mais ni l'un ni l'autre ne paraissent comprendre la véritable nature du produit. L'un le considère comme un composé du chlore et de l'hydrogène bicarboné ; l'autre en fait un chlorure de carbone. C'est DUMAS qui, plus tard, lui donnera son identité véritable et son nom typique rappelant le dédoublement en chlorure et formiate sous l'influence des alcalis. (87)

En 1832, SOUBEIRAN est appelé à la direction de la pharmacie centrale de l'Assistance Publique de Paris, fonctions qu'il remplira pendant une trentaine d'années. A l'Ecole de Pharmacie, il occupe pendant quinze ans la chaire de physique ; à la Faculté de Médecine, il est titulaire de celle de pharmacie.

Au cours de sa carrière, il ne cesse d'amasser des observations, des détails pratiques et curieux qu'il résume et divulgue dans son « *Traité théorique et pratique de Pharmacie* ». « *C'est*, lit-on dans le tome » III du *Journal de Pharmacie du Midi* (88), *un ouvrage fait par un pharmacien habile et savant, qui a eu la volonté de bien faire et qui a atteint le but qu'il s'est proposé, celui d'être utile.* »

Il meurt, le 17 novembre 1858, à l'âge de 61 ans. On sait que son fils, Jean Léon SOUBEIRAN, occupa, à l'Ecole de Pharmacie de Montpellier, la chaire de pharmacie.

(87) A. WÜRTZ. - Eloge de SOUBEIRAN.

(88) Journal de pharmacie du Midi, T. III, p. 197 et suiv.

III

Avant de terminer la pharmacie en ville, il nous paraît utile d'attirer l'attention et de la retenir quelques instants sur l'organisation syndicale.

Esquissée en 1868, par Emile OLIVIER, elle sera réalisée, le 21 mars 1884, par WALDECK-ROUSSEAU.

Avant la Révolution, la pharmacie en France peut être comparée à un monde d'individualités qu'aucun lien ne rattache. Sous le nom de « *Collèges* », elles échappent à la loi de 1791 sur les corporations. En 1878, un premier essai d'union a abouti à la fondation de l'Association Générale des Pharmaciens de France. Remarquons, en passant, que, parmi les Sociétés pharmaceutiques qui ont adhéré à l'Association, plusieurs d'entre elles, bien avant 1884, se sont déjà donné le nom de Syndicat. (89) Elles se chargent de poursuivre l'exercice illégal de la profession, en procédant de la manière suivante : Quelques-uns de leurs membres, désignés tout particulièrement pour s'occuper de cette question, surveillent de très près les individus suspects. L'enquête discrète se termine par un rapport, à la suite duquel, s'il y a lieu, l'Association charge le pharmacien le plus directement lésé de porter plainte.

Nous voici en 1884 : les associations professionnelles étant reconnues par la loi, le Syndicat peut agir directement et non plus par la voie détournée qu'il a dû emprunter jusqu'alors.

Qu'est-ce donc que le Syndicat ? (90)

« C'est, disons-nous dans le *Droit de la profession*

(89) NICOLAY Jean. - *Syndicats de médecins et syndicats de pharmaciens*, p. 108.

(90) *Syndicat* : Société de personnes intéressées dans une

» *pharmaceutique*, de RENARD (91), *la représentation*
» *autorisée de la profession dans ses intérêts propres*
» *distincts des intérêts individuels de ses membres.* »

Une telle définition laisse prévoir la nature des interventions syndicales. Elles sont multiples. Nous ne voulons citer ici que l'action manifeste dans la repression des fraudes, la lutte contre l'exercice illégal de la pharmacie, l'établissement de tarifs généraux, œuvres excellentes aussi bien dans l'intérêt de la profession que dans celui du public. Ajoutons que l'intervention syndicale se caractérise par son esprit confraternel, donc bienveillant, mais droit. Opérant avec tact et modération, elle débute par un simple avertissement ne comportant aucune sanction. S'il y a récidive, son Comité de discipline lance un blâme et prévient l'intéressé qu'il ne saurait tolérer une nouvelle infraction, sous peine de poursuites. Celles-ci, d'ailleurs assez rares, ne se produisent que dans le cas du fraudeur impénitent ne tenant nul compte des avertissements successifs et des menaces de poursuites. Alors seulement, le Syndicat se voit dans l'obligation de sévir ; il se porte partie civile et traduit en police correctionnelle.

En 1885, on comptait 12 Syndicats ; en 1910, leur nombre était de 90. Ces chiffres sont suffisamment éloquents pour se passer de commentaires. Mieux que de vains discours, ils plaident en faveur de l'organisation syndicale qui mérite, dans l'avenir, les plus sérieux encouragements.

même entreprise et qui s'unissent en vue d'un objet commun.

Le nom de « syndic » s'applique généralement à des *mandataires* élus pour défendre les intérêts d'une corporation.

TROUSSET. - Dictionnaire encyclopédique, T. 5., p. 389.

(91) RENARD Georges. - Le droit de la profession pharmaceutique, pp. 203-204, note 2.

TABLEAU DES PRINCIPAUX PHARMACIENS AYANT EXERCÉ A MONTPELLIER DE 1826 à 1903

Noms et Prénoms	Dates de réception	Domiciles
ABRIC (Gaston Paul Cyriaque)	23 avril 1880	rue Blanquerie 26 (1881-1886)
ALBIGÉS (Joseph)	1893	rue Durand et place Observatoire (à partir de 1895)
AMOUROUX (Jean)	16 novembre 1898	rue de la Loge, 27 (à partir de 1900)
ANDRÉ (Etienne Roch Maxime) ..	21 mars 1886	rue des Etuves et pl. de la Comédie (à partir de 1887)
ARNAUD (Albert Marie Dieudonné Pierre)	8 septembre 1882	Grand'Rue, 56 (1883-1895)
ARNAUD (Jules)	22 septembre 1832	Rue Barlerie, 4 (1833-1839).
AUTHÉMAN (Georges)	21 novembre 1899	23, rue du Palais (en 1902)
BADOUIN (Isidore)	28 mars 1873	31, rue Saint-Guilhem (1886-1890)
BALARD (Antoine Jérôme)	5 juillet 1826	27, rue Argenterie (1828-1839)
BALLARD (Pierre)	1894	place aux Herbes — aujourd'hui place Jean-Jaurès (à partir de 1896)
BALMÉS (Marie Jules)	9 mars 1874	32, rue Aiguillerie (1876-1878)
BANAL (Marius)	4 novembre 1886	27, Grand'Rue (à partir de 1891)
BARRE (Henri Charles)	10 octobre 1855	56, Grand'Rue (1861-1866)
BARTHÉLEMY (Eugénie)	21 décembre 1895	Bd Louis-Blanc (à partir de 1900)

BASTIAN (Jules)	4 avril 1873	56, Grand'Rue (1875-1877)
BATTLE (Paul Emile)	31 août 1850	6, place Louis XVI — aujourd'hui Marché aux fleurs (1867-1882)
BAUDASSÉ (César)	16 août 1882	31, rue St-Guilhem (à part. de 1890)
BELBÉZET (Louis)	3 décembre 1896	2, Fg Boutonnet (à partir de 1897)
BELUGOU (Jean David)	22 juillet 1845	18, rue Blanquerie (1848-1859) pl. États du Languedoc (1859-1874)
BELUGOU (Louis Pierre)	3 octobre 1884	place aux Herbes (1889-1895)
BÉLUS (Jean Fullcrand)	15 juillet 1875	27, rue Argenterie (1877-1879)
BERNY (Célestin)	24 décembre 1877	24, Pont Juvénal (1879-1882)
BLANC (Jean Antoine)	28 décembre 1792	6, place Marché aux fleurs (à partir de 1889)
BORIES (Pierre)	15 juin 1818	rue Friperie - Vve Blanc (1829-1841)
BOUBAIS (Augustin Fullcrand)	8 août 1848	vis-à-vis la poissonnerie (1819-1842)
BOUJOL (Louis Auguste)	25 janvier 1879	rue Aiguillerie (1852-1864)
CADILHAC (Urbain)	1 ^{er} décembre 1894	32, rue Aiguillerie (1880-1900)
CASTAN (Ulysse)	31 décembre 1833	5, Bd Victor-Hugo (en 1896)
CHAMAYOU (Jean)	28 mars 1825	rue Saint-Guilhem (1835-1871) rue du Gouvernement ou du Cardi- nal (aujourd'hui rue de la Loge) (1827-1847)

Noms et Prénoms	Dates de réception	Domiciles
CHANEL (Philippe Jacques Henri Georges)	16 novembre 1879	17, rue de la Loge (à partir de 1881)
CHANTE (Camille Paul)	6 octobre 1877	56, Grand'Rue
CHARPENTIER (Toussaint Charles Honoré)	22 mars 1873	8, Fg du Courreau (1874-1882)
CHAVERNAC (Fernand)	12 juillet 1893	56, Grand'Rue (à partir de 1895)
CLAUNCHARD - ESCUDÉRY (junior) (Marie Antoine Auguste)	2 décembre 1881	23, rue du Palais (à partir de 1882)
CROS (François)	7 juin 1893	2, Faubourg Bouttonnet
CROS (Louis)	16 mars 1894	26, rue de la Loge (à partir de 1896)
DALICHOUX (Emile)		8, place Saint-Côme (en 1902)
DAUBE (Achille Charles)	26 novembre 1865	
DIFFRE (Louis)	3 juillet 1890	35, Bd. Jeu de Paume (1891-1902)
DUAILLAR (Jean)	28 juillet 1898	13, Bd Jeu de Paume (à part. 1902)
DUCEL (Jean Gabriel)	17 mars 1832	32 bis, rue Aiguillerie
DUJOL (Jean)	17 mai 1890	Place de la Préfecture (1854-1859) 70, Grand'Rue (1859-1883) 56, Fg du Courreau (à partir 1891)

DURAND (Claude Pascal)	16 septembre 1820	Place de la Préfecture (1827-1830) 12, rue Cardinal (1847-1879)
ENCONTRE (Pierre Léon)	18 juin 1881	6, place Louis XVI (1882-1889)
ESPAGNE (Jean Jacques Pierre Aug	14 août 1818	rue du Palais (1832-1838) rue Blanquerie (1838-1841)
FABRE (Jean)	27 juillet 1891	8, rue fg de Lattes (à partir de 1893)
FÉAU (Jean François)	16 mars 1779	« à la place »
FIGUIER (Jean)	10 mars 1802	9, rue du Cardinal
FIGUIER (Pierre Oscar)	7 août 1830	9, rue du Cardinal (1826-1881)
FONZES		rue Aiguillerie (1840-1846) place de la Comédie (1846-1847)
Fouques (Jean Benoît)	13 mars 1840	50, rue Saint-Guilhem
GAUBERT (Bernard Germain) —	26 mars 1819	rue Saint-Guilhem (1826-1843)
GAVAUDAN (François Xavier Jules)	1 ^{er} juin 1877)	12, rue du Cardinal — aujourd'hui rue de la Loge (1879-1896)
GAY (Ferdinand Jean Marie)	13 juillet 1838	rue du Palais (1879-1882)
GAY (Honoré Célestin)	19 août 1842	rue du Palais (1854-1879)
GAY (Joseph Jean Pierre)	21 septembre 1804	rue Aiguillerie (1826-1832) rue du Palais (1833-1854)
GAZAGNES (Albert Etienne)	15 juillet 1870	56, Grand'Rue
GÉLY (Alphonse)	1896	4, av. de Toulouse (à partir de 1897)

Noms et Prénoms	Dates de réception	Domiciles
GÉLY (André)	18 janvier 1901	8, rue de la Loge (à partir de 1889)
GÉLY (Ismín)	16 novembre 1872	8, rue de la Loge (1874-1889)
GINGBRE (Etienne)		
GINIÉS (Léopold Raymond Charles)	5 mai 1888	18, place St-Denis (à partir de 1892)
GUAY (Georges)	25 juillet 1898	10, rue de l'Observance (à partir de 1899)
GUILHAUMOU (Pierre François	17 août 1853	13, Grand'Rue (1871-1887)
Camille)		35, Bd Jeu de Paume (1887-1891)
GRANIER (Ernest)	8 septembre 1880	56, Fg du Courreau (1886-1891)
HERMET (Jean Marie Joseph)	5 mars 1889	23, rue Nationale (1889-1899)
IRAGNE (Benoît Etienne)	10 août 1880	2, rue Aiguillerie (1882-1886)
JAUMES (Jean François Anselme)	10 juillet 1798	rue Blanquerie (messidor an 11 à 1848)
JOLY (Henri Auguste Louis)	30 décembre 1841	Marché aux fleurs (1845-1867)
LABLACHE (Martial Amans Fidel	20 septembre 1842	rue Argenterie (1844-1854)
Constant)		27, Grand'Rue (1854-1891)
LAMBERT (Joseph Alfred)	11 décembre 1885	23, rue Nationale (1886-1888)
LAMOUREUX (Fernand)	1897	pl. de la Comédie (à partir de 1902)
LEDUC-DUHAMEL (Félix)	27 octobre 1812	Fg du Courreau (1829-1832)

LUTRAND (Régis Bernard Frédéric)	30 septembre 1837	27, rue Argenterie (1839-1877)
MALDÉS (François)	1897	22, rue Nationale — aujourd'hui rue Foch (à partir de 1899)
MARLAUD (Amédée)	1896	30, Cours Gambetta (à partir 1900)
MAS (Pierre)	19 janvier 1900	place Hôpital Général et rue des Carmes (à partir de 1900)
MATILLO (Henri)	25 février 1891	2, Fg Boutonnet (1891-1893)
MILHAUD (Saül Achille)	22 août 1870	31, rue St-Guilhem (1871-1886)
MOITESSIER		route de Palavas (en 1902)
NOURRIGAT (Isidore)	26 janvier 1833	6, plan du Palais (1860-1876)
OLIVIER (Joseph)	7 avril 1897	1, r. Puits des Esquilles (1896-1900)
OLLIER (Jean Baptiste Octavien)	23 décembre 1826	rue St-Guilhem (1827-1835)
PARAZOLS (Louis)	29 novembre 1895	27, rue de la Loge (1899-1900)
PETITOT (Joseph)	9 mars 1875	26, rue Blanquerie (1877-1881)
		2, rue Sérane (1881-1899)
PETITOT (Marie J oseph Victor Alexandre)	9 mai 1879	56, rue du Courreau (1880-1885)
PEZET (Paul)	4 août 1873	4 Bd Observatoire (à partir de 1873)
POUZIN (François Hugues Roméo)	1 ^{er} décembre 1820	place Neuve 1826-1835. rue de l'Aiguillerie (1835-1840)
POUZIN (Hugues)	3 juillet 1764	id.

Noms et Prénoms	Dates de réception	Domiciles
RABAUD (Jacques Philippe Barthél.)	30 mai 1877	27, rue Argenterie (à partir de 1879) Plan du Palais (1826-1828)
RAYMOND		Fg Saunerie (à partir de 1871)
REGIMBEAU (Edouard)	14 juin 1837	rue Aiguillerie (1829-1840)
REGIMBEAU (Edouard)	4 janvier 1825	rue Argenterie (1826-1844)
REGIMBEAU (Jacques)	17 juin 1819	29, rue Pila St-Gély (1879-1886)
REGIMBEAU (Martin)		rue Barralerie (21 messidor an XI à 1827).
REY (François Joseph)	2 octobre 1776	en 1882.
RIEUTOR (Ambroise Jules Henri) ..	6 mai 1881	rue Friperie (1841-1860)
RIVIÈRE (Joseph Jacques Rémi) ..	13 mars 1840	9, rue Pila St Gély (à partir de 1895)
ROQUE (Hector)	29 juillet 1893	rue Barralerie (1827-1833).
ROUSSET (Barthél, François Eugène)	31 décembre 1827	56, Grand' rue (1866-1873).
ROUSTAN (Etienne Guillaume Laur.)	30 mars 1832	Grand' rue (1845-1871).
SANGUINÈDE (David Fréal)	3 septembre 1841	plan du Palais (1839-1850).
SAUVAN (Jacques Esprit Frédéric)	24 avril 1838	fg Saunerie (1826-1871).
SÉRANE jeune (Adolphe)	24 septembre 1831	56, Grand' rue (1826-1861).
SÉRANE aîné (Jean Baptiste)	22 septembre 1804	

SÉRANE cadet (Jean Baptiste César)	30 septembre 1812	Place du Petit-Socel (1826-1832), rue St Guilhem (1832-1838), rue Pila St Gély (1838-1855), 60, rue St Guilhem (à partir de 1875).
SLIZEWICZ (Georges Jules)	22 décembre 1874	Rue Nationale, aujourd'hui rue Ma- réchal Foch (à partir de 1899).
TAICHÈRE	1892	2, rue Sérane (à partir de 1887).
TAILHADES (Théodore Onésime) ..	11 octobre 1844	6, rue St Firmin (1826-1882).
TEULON (Jean Pierre Frédéric)	26 janvier 1818	6, rue St Firmin.
TEULON (Numa)	31 décembre 1849	18, place St Denis et 12, rue du Che- vall Vent.
THOMASSY (Joseph Raymond Char- les Louis)	24 février 1877	56, Grand'Rue (1882-1883)
TRUPHÈME (Victor)	23 mars 1880	rue Aiguillerie (1826-1852)
VERGNES (Jean Jacques)	26 novembre 1805	place de la Préfecture (1826-1827).
VERGNES (Jean Jacques Frédéric) ..	• 12 novembre 1808	rue St Guilhem (1856-1875).
VIDAL (Jean Etienne Ferdinand) ..	19 août 1842	3, rue Pila St Gély (1888-1891).
VIGNÉ (Jean)	7 janvier 1887	60, Grand'Rue (1867-1874)
VINCENT (Auguste Ferdinand)	27 septembre 1865	1, rue Aiguillerie (1874-1882)
VIRENQUE (Guillaume Joseph)	22 septembre 1783	47, Grand'Rue (1882-1883) rue Saint-Guilhem

CHAPITRE II

LA PHARMACIE HOSPITALIERE

Au XIX^e siècle, Montpellier compte deux établissements principaux :

L'HOSPICE DES MALADES, appelé aussi HOSPICE CIVIL ou HOTEL-DIEU SAINT-ELOI,

Et l'HOSPICE DE CHARITE, dit encore d'HUMANITE ou HOPITAL GENERAL. (92)

L'HOTEL-DIEU SAINT-ELOI (93) est desservi par

(92) Aux deux établissements déjà cités, on pourrait ajouter l'Œuvre de la Miséricorde ou Bureau de bienfaisance, dont le service est fait par les sœurs de charité.

(93) L'Hôpital Saint-Eloi « fut fondé vers la fin du XII^e siècle (1183), par Robert PELLIER (ou Pelchrier), et son premier nom fut Hôpital Robert. Il était primitivement situé à l'entrée du faubourg de Lattes, à côté d'une chapelle de Notre-Dame, ce qui le fit appeler aussi Hôpital Notre-Dame. Mais le nom d'une autre chapelle consacrée à Saint-Eloi prévalut. Au XVI^e siècle, il fut, à cause des menaces de siège, transféré rue de l'Aiguillerie, puis, définitivement, en 1600, à l'Ecole Mage de la rue de la Blanque-

des Sœurs de la Charité et de l'Ordre de St-Vincent-de-Paul. On y reçoit les fiévreux de tous pays jusqu'à leur guérison, et des militaires malades. En sont exclus les vénériens et les galeux.

L'HOPITAL GENERAL, que dirigent les « Sœurs de M. de Pradel », est, comme son nom primitif l'indique, consacré aux pauvres nés ou domiciliés à Montpellier. Les indigents du département ne peuvent y entrer qu'en offrant une pension et munis d'une autorisation des administrateurs. Dans ce dernier établissement, existe aussi la Crèche dont le transfert à la Maternité n'aura lieu qu'en 1900. On y reçoit les enfants trouvés et abandonnés ainsi que les orphelins pauvres. Admis conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 1852, ces enfants sont, par la suite, placés en nourrice ou en pension.

Les hospices de Montpellier jouissent d'une certaine célébrité si l'on en juge par les visites de personnages éminents dont ils ne manquent pas d'être l'objet. Bornons-nous à citer celle qu'y fait le Comte d'Artois, le 13 octobre 1814 et celle dont l'honneur le duc d'Angoulême, le 8 octobre 1816. (94)

La pratique de la pharmacie entre dans les attributions de certaines Sœurs. Les préposées à cette fonction préparent elles-mêmes les médicaments en suivant les procédés indiqués dans le Codex ou le « *Traité de Pharmacie de Henri et Gaibourg* ». Matières premières et accessoires sont achetés soit chez

» rie... ». DUVAL-JOUVE. - Les noms des rues de Montpellier, p. 70.

Aujourd'hui, l'Hôpital occupe de nouveau son emplacement primitif. Il fut inauguré le 1^{er} juillet 1889.

(94) Arch. Hôpital Général. Reg. E 3.

les droguistes, soit chez les pharmaciens de la ville, et, à ce sujet, les liasses F 62 nous conservent plusieurs notes de VERGNES aîné et de CHAMAYOU, pharmaciens de cette époque. Il est d'usage que l'hospice de Montpellier fournisse des médicaments à la prison de la Citadelle. Les diverses listes, dont le détail est presque invariable, établissent qu'on y utilise surtout les produits suivants : onguent mercuriel, acétate de plomb, alcool camphré, réglisse, linge pour pansement, charpie, sparadrap et farine de lin. (95)

Le service pharmaceutique fonctionne donc normalement. L'ordre et la propreté, caractéristiques des établissements religieux, règnent dans les hôpitaux ; on sent cependant le besoin d'une direction compétente. En messidor an 13 (juin 1805), puis en avril 1817, des plaintes sont formulées ; elles émanent des officiers malades. En 1849, elles proviennent du service des vénériens. Elles aboutissent à la nomination d'une commission, présidée par le Commissaire des Guerres et à laquelle assiste REY, professeur de chimie. Elle a pour but la vérification des produits de la pharmacie qui, d'ailleurs, sont reconnus d'excellente qualité. (96) Une nouvelle vérification faite par FÉAU a lieu également le 31 octobre 1820. Le résultat est identique. (97)

Plusieurs pharmaciens se fussent enorgueillis de devenir fournisseurs exclusifs des hôpitaux. L'un d'eux, Pierre BORIES, établi Place de la Poissonnerie, brigade, en janvier 1820, le titre de « *Pharmacien de l'Hôpital Général* ». (98)

(95) Arch. Hôpital général, F 43. Fournitures faites à la prison de la citadelle, premier trimestre 1849.

(96) Arch. Hôpital général, F 43, avril 1817.

(97) Arch. Hôp. général. Reg. E 4.

(98) Arch. Hôp. général. Liasses F. 60.

De plus en plus, le corps médical se rend compte de la nécessité d'un contrôle plus sérieux de la pharmacie. Le Congrès médical de 1845 réclame l'installation d'un pharmacien à la tête des pharmacies hospitalières. (99) Toutefois, ce n'est que la loi du 8 août 1851 qui, s'occupant plus sérieusement de la question, invite les commissions administratives des hôpitaux et hospices, avec l'autorisation préfectorale, à installer une pharmacie pour les besoins de leurs établissements. Cette pharmacie sera gérée par un pharmacien qui, bien que non propriétaire de l'officine, sera assujetti à la loi de Germinal. (100)

Les professeurs de l'Ecole de Médecine de Montpellier ne restent pas étrangers à ces débats. L'Administration les ayant priés de consigner sur un registre, tenu au secrétariat de l'hôpital, les observations qu'ils auraient à faire « sur la qualité ou la préparation » des médicaments », le professeur ALQUIÉ adresse, en juin 1852, un véritable mémoire dans lequel il ne craint pas de signaler « l'infériorité des doses prescrites » et le peu d'adaptation de certaines médications. Fournissant des exemples à l'appui, il ajoute : « La pharmacie et la chimie sont des Sciences qui ne » tombent point infuses... Cependant, ces connaissances deviennent indispensables quand il s'agit » de la santé ou de la vie. » Il conclut par la nécessité d'établir « un pharmacien en chef et des élèves » pris parmi les élèves capables. » (101)

(99) André PONTIER. - Histoire de la pharmacie, p. 309.

(100) E. ROUX et L. GUIGNARD. - Guide de l'Inspecteur des pharmacies, p. 20.

(101) Arch. Hôpital général F. 43 (liasses). Lettre de M. le Professeur Alquié relative au régime alimentaire et à la préparation des médicaments, 17 juin 1852.

Le Préfet paraît s'intéresser à la question. Dans les liasses F 60, nous avons retrouvé une de ses lettres datée du 2 février 1853 et adressée à l'Administration des Hospices. Il lui demande de se réunir « pour organiser le service de l'Economat et de la » Pharmacie. » Hésitations et controverses se poursuivent longtemps, et ce n'est que quatre ans plus tard, dans la séance du 27 novembre 1857, que la Commission administrative accueille favorablement la proposition de SANGUINÈDE, pharmacien de Montpellier. Celui-ci demande que l'on accepte ses services, « trop heureux de les offrir gratuitement » et promet d'apporter ses soins dévoués à tout ce qu'exigera ce nouvel emploi. L'Administration, considérant qu'il convient de « placer sous la surveillance spéciale » d'un homme de l'art probe et éclairé » les pharmacies des hôpitaux montpelliérains, nomme SANGUINÈDE « *inspecteur des pharmacies des hôpitaux* » et fixe ainsi ses attributions :

1°) Faire des visites à la pharmacie de l'hôpital général et à celle de Saint-Eloi « trois fois la semaine au moins », et toutes les fois que Mesdames les Supérieures le jugeront utile.

2°) Diriger certaines manipulations et même « préparer quelques-unes des ordonnances difficiles ou nouvelles que les Sœurs n'auraient pas l'habitude de faire ».

3°) Conseiller les Sœurs dans l'achat des produits et en surveiller la qualité et la pureté.

4°) Accepter enfin la « responsabilité morale » de l'exécution des prescriptions médicales.

Ayant à s'occuper des achats, SANGUINÈDE ne tarde pas à soumettre la proposition suivante : Pourquoi

ne pas établir une pharmacie centrale (à Saint-Eloi puisque, des deux, c'est la plus importante) et faire de la pharmacie de l'Hôpital Général, une pharmacie auxiliaire. Dans ces conditions, les livraisons par les droguistes des substances simples ou composées se feront à la pharmacie centrale qui, à son tour, approvisionnera la pharmacie auxiliaire. Il sera tenu un compte exact des substances fournies par la pharmacie centrale à la pharmacie auxiliaire. Les avantages de cette méthode seront, outre une économie énorme, une surveillance et enfin une comptabilité plus faciles. Ce projet plut à la Commission administrative qui l'adopta dans sa séance du 27 mars 1858. (102) SANGUINÈDE remplit ses fonctions avec zèle et dévouement jusqu'en octobre 1870.

Après son départ, il est décidé que le poste de « *pharmacien-inspecteur des hôpitaux* » sera rétribué et donné au concours. L'inspecteur nommé devra faire sa visite « tous les matins » et passera à l'hôpital « trois heures au moins ». On envisage également l'établissement d'élèves externes en pharmacie.

Le 14 décembre 1870 paraît un nouvel arrêté préfectoral touchant cette question. La Faculté de Médecine ne manque pas de réclamer la nomination d'un pharmacien et le maire de Montpellier s'empresse de proposer HECKEL. Agé de 30 ans, ce candidat ajoute à son titre de pharmacien de marine de première classe, celui de docteur en médecine de la Faculté de Montpellier. Les fonctions de pharmacien en chef lui sont connues puisqu'il les a déjà remplies à l'hôpital maritime de Port-Louis (Morbihan). (103)

(102) Arch. Hôp. général. E 22, p. 257 et suiv.

(103) Arch. Hôpital général, E 7. Séance du 15 juillet 1871, pp. 360-365.

Provisoirement nommé, il s'installe à la pharmacie centrale de Saint-Eloi le 31 juillet 1871 et occupe ce poste jusqu'en avril 1876. Il a la surveillance des externes et internes en pharmacie, ces derniers jouissant « de tous les avantages accordés aux internes en médecine. » Le titre d'interne n'est donné qu'à celui qui peut justifier d'au moins une année entière dans le service des hôpitaux.

La liste chronologique des internes, affichée dans le bureau du pharmacien en chef, va de 1882 à 1912. On y relève les noms de MM. ASTRUC Albert (admis en 1896) et CABANNES Eugène (admis en 1894), aujourd'hui professeurs, le premier à la Faculté de Pharmacie, le deuxième à la Faculté de Médecine de Montpellier.

De HECKEL, les fonctions passent à Adrien BORIES, pharmacien de première classe, qui les remplit de mai 1876 à septembre 1887. Dans l'intervalle, M. Paul PEZET, administrateur des hôpitaux chargé spécialement de la pharmacie, a mis au point le programme et les conditions du concours de pharmacien en chef. Le premier concours s'ouvre le 20 février 1888 ; il est soutenu fort brillamment par GAY, agrégé en pharmacie. Le 26 juillet 1897, un deuxième concours aboutit à la nomination de M. JADIN Fernand, également agrégé en pharmacie. (104)



(104) M. Fernand JADIN est actuellement doyen honoraire de la Faculté de pharmacie de Strasbourg.

CHAPITRE III

LES REMEDES SECRETS

Dans l'un des chapitres précédents, nous avons passé en revue les plus illustres pharmaciens qui eurent officine à Montpellier. Plusieurs — on pourrait presque dire un grand nombre — s'appliquèrent à la création de ces compositions particulières que nous appelons aujourd'hui spécialités pharmaceutiques. En effet, comme de nos jours, cette époque avait ses préparations prônées par les thérapeutes. De tels produits, doués de propriétés indiscutables, opérant les guérisons les plus inespérées, connaissaient un temps de vogue plus ou moins long après lequel ils ne tardaient pas à périr dans l'oubli.

Nous n'en voulons citer que quelques-uns, notés au hasard parmi ceux qui ont eu le plus grand retentissement. Leurs annonces figurent dans le « *Courrier du Midi* » ; certains sont mentionnés dans la *pharmacopée* de GAY.

— *Pâte de lait d'ânesse* pour les maladies de poi-

trine et d'estomac chez M. VERGNES pharmacien à Montpellier.

VERGNES est également l'auteur de « pilules mercurielles » (à base de mercure, gomme arabique, baume de copahu, eau, sirop de nerprun) qui font merveille dans les gonorrhées (105).

— *Pâte pectorale d'escargots*, préparée par M. SAUVAN, pharmacien, successeur du professeur REY, rue Barlerie à Montpellier.

« Cette préparation regardée comme la plus précieuse que la médecine possède dans les affections de poitrine, obtient tous les jours l'approbation et les éloges de MM. les professeurs et médecins de la Faculté de Médecine. »

— Il existe une « *pommade de limaçons de RIVIÈRE* contre les gerçures des lèvres (106). Le professeur REY est l'auteur d'un *emplâtre fondant*. Nul n'ignore, enfin, la célébrité de la fameuse *Régliste Sanguinède*.

Nous terminons en insistant sur les spécialités de la maison FIGUIER. Parmi les dépuratifs, Oscar FIGUIER met au premier rang son « *Essence de Salsepareille concentrée et préparée à la vapeur* », véritable « spécifique des maladies secrètes, des dartres, rougeurs » et boutons. »

Dans les maladies cutanées et les rhumatismes, il vante ses « *Bains de Barèges inodores et incolores* » qui, imitant parfaitement les bains de Barèges naturels, possèdent en outre une odeur aromatique des plus agréables, masquant celle de l'hydrogène sulfuré.

(105) Pharmacopée de GAY. Tome 2, p. 484.

(106) Pharmacopée de GAY. Tome 2, p. 681.

Qu'il s'agisse de pectoraux — et il semble s'y arrêter plus spécialement — il préconise la *pâte pectorale* et le *sirop pectoral au mou de veau*, ces « trésors de la poitrine ». Il est également l'auteur de préparations à base de lait d'ânesse (sirop, chocolat réparateur, pâte et poudre) qu'il intitule « *Pectoraux adoucissants* » et qui opèrent des miracles.

Mais son nom est surtout attaché aux compositions qui vont suivre. Il a tout particulièrement étudié les escargots et, dans un mémoire sur leur composition chimique (107) il met en évidence :

- 1°) un principe mucilagineux,
- 2°) de l'hélicine contenant du soufre,
- 3°) de la gélatine.

Il en fait la partie active de plusieurs préparations : *sucres d'escargots, tablettes, sirop, pâte et chocolat*, tous mais spécialement la pâte « recommandés dans » les rhumes opiniâtres, la phtisie au premier et au » deuxième degré, en un mot dans toutes les irrita- » tions aiguës et chroniques de la poitrine et des » organes digestifs. » Il existe aussi une *pommade d'escargots*, moins connue.

De tels produits, dont la réputation est le plus souvent régionale, n'ont qu'un lien de parenté assez éloigné avec les remèdes secrets. Au sens strict du mot, ce sont des remèdes secrets puisque leur formule n'est pas connue du public ; mais, préparés par des pharmaciens, hommes probes et éclairés, ils présentent des garanties que les autres sont loin d'offrir. Etudions donc les remèdes secrets et tout d'abord recherchons-en l'origine.

(107) Journal de pharmacie du Midi. Tome 7, p. 154 et suiv.

De tous temps, les rois ont montré une grande faiblesse vis-à-vis des guérisseurs qui ont trouvé près d'eux beaucoup de crédit. Ils ont distribué à profusion — le plus souvent sans discernement —, des brevets permettant la préparation et la vente de toutes sortes de remèdes. C'est pourquoi le nombre des produits autorisés a démesurément grandi. Leurs propriétaires, personnages les plus divers, se composent d'un nombre imposant de membres du clergé, abbés et religieux, de gens appartenant à la haute ou à la petite noblesse ; on y rencontre même des roturiers, mais « bien rarement des médecins et plus rarement encore des apothicaires » (108). L'auréole de mystère qui entoure le choix des composants, le secret gardé sur le mode opératoire, sont le meilleur titre de ces préparations et le plus sûr garant de leur vogue.

En 1778, par Lettres patentes du Roi, la Société royale de médecine de Paris reçoit la mission d'étudier les demandes de brevets qui seront valables pour tout le royaume. A cet effet, les inventeurs sont tenus de communiquer leurs recettes à deux commissaires qui les reçoivent sous le sceau du secret. Ceux-ci font ensuite leur rapport à la Société de médecine qui, elle, décide (109). Les titulaires de brevets anté-

(108) NARODETZKI (A.). - Le remède secret, p. 15.

(109) « Lorsque le brevet était accordé pour un remède, » les inventeurs pouvaient vendre ce dernier eux-mêmes, ou » le faire-vendre par des dépositaires dont le nom et l'adresse » se devaient être communiqués à la Société. Toutefois, la » formule demeurait secrète pour le public et même pour le » médecin, qui aurait été tenté de prescrire le médicament » l'inventeur ne s'était dessaisi du secret que vis-à-vis de la » Société de Médecine, qui en restait dépositaire sans pouvoir le divulguer. »

(Commission des spécialités pharmaceutiques. Séance du 10 févr. 1926. Rapport de M. RADAIS, président).

rieurement accordés sont soumis aux mêmes règles. En réalité, la Société Royale de médecine fut impuissante contre les inventeurs de remèdes et ne réussit jamais à réprimer les abus (110).

A la veille de la Révolution, il y a donc deux sortes de médicaments dont la vente est licite : d'abord ceux que les pharmaciens préparent conformément aux statuts de leur corporation ; ensuite ceux que des personnes étrangères à cet art, mais pourvues d'un brevet spécial, ont le droit de fabriquer et débiter, leur formule demeurant « *secrète* » pour le public.

Surviennent la Révolution et la loi du 17 mars 1791 qui abolit les privilèges des corporations. C'est alors un régime de licence sans frein, de tolérance sans borne. La loi de Germinal va tenter de mettre un terme à cet anarchie. Par ses articles 32 et 36, elle établit d'une part les remèdes licites, d'autre part ceux qui ne le sont pas. Elle précise même les sanctions vis-à-vis des délinquants.

Mais sa rigueur va s'atténuer très fortement par le décret du 25 prairial an XIII (14 juin 1805), bientôt suivi de l'ordonnance du 10 thermidor de la même année (30 juillet 1805). En effet, la défense d'annoncer et de vendre les remèdes secrets ne concerne que les produits non brevetés, y compris ceux qui ont été antérieurement acceptés. La distribution de ces préparations se fera soit par les inventeurs eux-mêmes, soit par d'autres personnes, dans n'importe quel lieu à condition toutefois que le Préfet de police à

(110) La Convention supprima la Société Royale de médecine par le décret du 8 août 1793.

FALIGOT. - La question des remèdes secrets sous la Révolution et l'Empire, pp. 43-44.

Paris, les Préfets, sous-préfets ou maires dans les autres villes en donnent l'autorisation. A Montpellier, le sieur Mettemberg, officier de santé, introduit son « *Eau de Mettemberg* » appelée encore « *Quintessence antipsorique* » en raison de ses propriétés contre la gale. Se basant sur la loi de Germinal et les décrets cités plus haut, le Préfet lui permet de « préparer, annoncer et vendre publiquement » son remède ; mais il lui fait remarquer qu'il « ne peut former des dépôts de son produit que dans » les pharmacies des établissements publics ou chez » les pharmaciens légalement reçus qui ne pourront » en délivrer que sur une ordonnance des gens de l'art. » (111)

L'opinion et par suite l'appréciation de l'autorité devaient fatalement varier. Une réglementation plus explicite s'imposait : d'où le décret du 18 août 1810. Il spécifie qu'à partir du premier janvier 1811, toutes les autorisations antérieures seront nulles. Les remèdes anciennement brevetés devront faire l'objet d'une nouvelle révision. Celle-ci sera effectuée par une commission composée de cinq personnes dont trois prises parmi les professeurs des écoles de médecine. Si, après examen, ces inventions sont jugées vraiment utiles, elles seront achetées par le Gouvernement et rendues aussitôt publiques. Le secret en sera publié sans délai. On procédera de la même façon pour les remèdes nouveaux. Remarquons en passant la sagesse de ce décret. Tout en permettant la propagation et l'extension des découvertes utiles, il empêche le charlatanisme de s'imposer à la crédulité publique. Il n'y

(111) Arch. municipales. Série I 1/7, n° 1513.

Lettre du Préfet de l'Hérault au maire de Montpellier, 29 mars 1810.

a plus de remède vraiment « *secret* » puisque la formule en est connue ; enfin, l'indemnité allouée à l'inventeur, proportionnée au mérite et à l'utilité de la découverte, anéantit d'un seul coup les sources intarissables de profits.

On conçoit les luttes opiniâtres qui l'accueillirent. Le décret suivant (26 décembre 1810) recule de trois mois le délai fixé aux vendeurs ; en outre, il reprend dans son article 2 le cas des propriétaires examinés ultérieurement par une commission. Ceux-ci sont dispensés d'un nouvel examen et ont par suite toute liberté d'action. On retombe dans les discussions et l'obscurité.

C'est à cette époque qu'un habitant de Padoue, nommé G... F..., sollicite du Préfet de l'Hérault la permission de « débiter » une liqueur stomachique de sa composition. Soumise à l'analyse du pharmacien Rey, qui n'y découvre rien de nuisible à la santé, elle ne tarde pas à passer entre les mains du public (112).

En 1818, c'est au tour d'un montpelliérain, demeurant au numéro 310 de la rue Cope Cambe. Celui-ci se déclare l'auteur d'un spécifique qui fait merveille dans les maladies vénériennes et écrit au Préfet pour se placer « sous la protection des lois ». La Faculté de médecine, chargée de l'examen du produit, n'en garantit pas l'efficacité (113)

L'ordonnance royale du 20 décembre 1820 va créer une Académie de médecine. Cette commission savante, établie à Paris et fonctionnant pour tout le royaume « sera spécialement instituée, dit l'article 2, pour

(112) Arch. Ht, M. 5 (1816-1819), juin 1817, numéros 2753 et 2783.

(113) Arch. Ht, M. 5 (1816-1819), mars 1818, n° 484.

» répondre aux demandes du gouvernement sur tout
» ce qui intéresse la santé publique et principale-
» ment sur les épidémies et l'examen des remèdes
» nouveaux et des remèdes secrets tant internes
» qu'externes ». Bientôt, « frappée de la tourbe des
» charlatans qui exploitent la santé publique »,
l'Académie demande le retour à l'application du dé-
cret d'Août 1810 (114). En effet, le nombre des pro-
duits illicites ne cessait de croître. Notre école de
pharmacie s'en émeut et, après sa délibération du 22
Août 1839, envoie à tous les pharmaciens de l'Hérault
une circulaire dont voici le texte :

« L'Ecole Spéciale de Pharmacie de Montpellier a
» été appelée à surveiller l'exécution des articles 32
» et 36 de la loi de Germinal an XI (pour les remèdes
» secrets). Elle a consulté sur cette question M. le
» Ministre des Travaux Publics, du Commerce et de
» l'Agriculture. D'après l'indication fournie par M.
» le Ministre, les seules autorisations accordées se
» rapportent :

1°) au rob antisiphilitique de Boyveau-Laffec-
teur ;

2°) à la pommade antiophthalmique de la veuve
Farnier ;

3°) aux pilules de Belloste ;

4°) aux grains de santé du docteur Franck ;

(114) Dans le rapport de M. DOUBLE, adopté par l'Académie, l'inventeur d'un remède secret avait droit à une « patente » de garantie, pour la « vente exclusive » de son remède pendant un certain nombre d'années qu'il limitait lui-même. C'est ainsi qu'un remède patenté n'aurait point été un remède secret et son inventeur avait droit à sa vente exclusive. (Journal de pharmacie du Midi. T. V, p. 53 et suiv.

5°) à la poudre d'Irroë ;

6°) aux biscuits dépuratifs du docteur Olivier.

» On tolère le débit de la pâte pectorale de Regnault.

» L'Ecole de Pharmacie a le moyen et le droit de
» dénoncer les contraventions sur cette matière et se
» verrait dans l'obligation de sévir. »

Signé : DUPORTAL (115).

La réponse des pharmaciens de Montpellier ne se fait pas attendre. Ils déclarent ne plus vouloir coopérer à la vente des médicaments réputés secrets et se conformer strictement à la loi. Cependant ils signalent à l'Ecole les abus auxquels se livrent les droguistes, épiciers, confiseurs et autres charlatans et lui demandent d'insister auprès du gouvernement afin que cesse cet état de choses (116).

Dès lors, vont se poursuivre, au milieu des pires incertitudes des à-coups inévitables de tolérance et de répression. En 1840, la Société de Pharmacie de l'Hérault entreprend une enquête discrète chez un coiffeur de la Grand' Rue. Découvrant chez lui un dépôt de préparations médicamenteuses, elle l'invite à cesser ce commerce illégal et obtient gain de cause (117).

Aidée par la Société pharmaceutique d'émulation dont LUTRAND est alors président, toutes deux vont simultanément attaquer la question de publicité. En 1846 elles sollicitent de l'autorité municipale un arrêté prohibant toute annonce de remèdes secrets. Consul-

(115) Reproduite dans le Journal de Pharmacie du Midi. T. VI, pp. 319-320.

(116) Les pharmaciens des autres localités, ceux de Béziers notamment, écrivent dans le même sens et souhaitent la fin de tant d'injustices.

(117) Arch. Ecole de Pharmacie. Reg. séances, n° 5.

té par le maire, le Commissaire de police lui propose d'abord d'empêcher tout affichage en soumettant les afficheurs à son visa (article 2 du 10 septembre 1830) puis finit par lui conseiller de rester étranger à l'affaire, puisque les tribunaux n'exercent aucune poursuite contre les annonces et affiches de médicaments ne figurant pas au Codex. Le maire est de cet avis et, prudemment, déclare cette question en dehors de sa « compétence réglementaire » (118).

Il est regrettable que ces luttes opiniâtres aient dressé les uns contre les autres et dans un esprit qui ne fut pas toujours confraternel, les pharmaciens de notre ville. En 1840, la Société de Pharmacie, se portant partie civile, amène en correctionnelle plusieurs pharmaciens, coupables d'annonces et vente de remèdes secrets. Le rédacteur du journal qui acceptait les insertions est mis à l'amende. Parmi les intéressés, trois font appel et la Cour Royale de Montpellier, estimant que les préparations en cause (il s'agissait de la Pâte balsamique de Regnault aîné, des tablettes ou pastilles de Vichy et du papier d'Albespeyre pour l'entretien des vésicatoires) peuvent ne pas être considérées comme remèdes secrets, déclare les prévenus « relaxés des condamnations contre eux prononcées et des fins et conclusions contre eux prises » (119). Remarquons avec Narodetzki (120) que de telles poursuites n'entachent nullement l'honorabilité de ceux qui en furent l'objet. Si l'on considère les errements antérieurs, les statuts embrouillés de l'époque, il faut reconnaître que l'incertitude en pareille matière était quelque peu excusable.

(118) Arch. municipales. Série I 1/7. Lettres du 31 mars 1846, du 2 et du 16 avril 1846.

(119) Journal de pharmacie du Midi. T. VIII, p. 7 et suiv.

(120) NARODETZKI. - Le remède secret, p. 149, note 1.

Pour calmer des esprits surchauffés et éviter les erreurs à venir, la Cour Royale de Montpellier donne du remède secret la définition suivante : « On doit » comprendre, sous la dénomination de *remèdes secrets*, toutes les préparations pharmaceutiques qui » ne sont ni conformes aux dispensaires, formulaires » ou Codex légalement rédigés et publiés, ni achetées, » ni rendues publiques par le Gouvernement, ni com- » posées pour chaque cas particulier sur la prescrip- » tion faite et signée par un docteur en médecine, un » docteur en chirurgie ou un officier de santé. » Une telle formule s'appuie sur les articles 32 et 36 de la loi de Germinal, sur l'article premier du décret du 25 prairial an XIII, enfin sur le décret du 18 août 1810.

C'est à l'application stricte de ce dernier que Soubeiran voudrait revenir. Dans son « *Discours sur les remèdes secrets autorisés par le Gouvernement* », l'auteur demande une révision obligatoire de toutes les autorisations. L'examen en serait confié à des hommes qui, par leurs fonctions, offriraient « toute garantie de » savoir, de maturité, d'indépendance et de désintéres- » sement. » Dans cette commission, il place le doyen de la Faculté de Médecine, le directeur de l'Ecole de Pharmacie, les professeurs de Chimie et d'Histoire naturelle des deux écoles, le professeur de thérapeutiques ; il y joint le président et le secrétaire de l'Académie de médecine, enfin un médecin et un pharmacien exerçants (121). Cette docte assemblée déciderait si la découverte est vraiment utile et, dans ce cas, en fixerait le prix. Mieux vaudrait n'accorder aucun brevet pour la vente. Toutefois, si le Gouvernement per-

(121) SOUBEIRAN. - *Discours sur les remèdes secrets autorisés par le Gouvernement*, p. 7.

sistait dans ses autorisations, celles-ci devraient être soumises aux conditions ci-après :

- 1°) les recettes seraient publiques ;
- 2°) la distribution de tels remèdes serait le propre des pharmaciens qui ne les délivreraient que sur ordonnance médicale.
- 3°) les autorisations seraient personnelles et limitées ;
- 4°) un maximum de prix serait fixé pour la vente ;
- 5°) enfin il serait expressément défendu d'annoncer ces remèdes par « affiches, journaux, prospectus, ou tout autre mode avec indication aucune de leurs propriétés médicinales. En voici la raison : « Qu'on » ne vienne pas dire que cette annonce est nécessaire » pour avertir le corps médical de la découverte ; il » en est suffisamment instruit par les journaux de » médecine et de pharmacie. D'ailleurs, ce n'est pas » à lui que l'on s'adresse mais au corps bien autre- » ment nombreux et profitable des dupes que font » toutes ces annonces, faites à grands frais, répan- » dues avec profusion, dont le succès se fonde sur le » bruit et jamais sur la valeur du médicament qu'elles » préconisent. » (122)

Arrivons au décret du 3 mai 1850, dernier de la série inséré au Bulletin des lois en Juin 1852. Il règle en ces termes les conditions de vente des remèdes nouveaux :

« Les remèdes qui auront été reconnus nouveaux et » utiles par l'Académie nationale de médecine et » dont les formules approuvées par le ministre de » l'Agriculture et du Commerce, conformément à

(122) SOUBEIRAN. - Discours sur les remèdes secrets autorisés par le Gouvernement, p. 13.

» l'avis de cette compagnie savante, auront été pu-
» bliées dans son Bulletin avec l'assentiment des in-
» venteurs ou possesseurs, cesseront d'être considérés
» comme secrets. Ils pourront être, en conséquence,
» vendus librement par les pharmaciens, en atten-
» dant que la recette en soit insérée dans une nou-
» velle édition du Codex. »

Dans ce décret subsistent et le contrôle du remède et la divulgation de sa formule. Remarque importante, il n'est plus question ici de « distribution » par les inventeurs, mais de vente par les pharmaciens.

En résumé, dans le problème si débattu des remèdes secrets, le grand nombre des textes et surtout leur insuffisante précision ont amené ce seul résultat : *c'est qu'il n'y eut jamais de définition rigoureusement exacte du remède secret*. Aucune loi n'a vraiment aboli les dispositions de la précédente, d'où l'incohérence, les difficultés d'interprétation, l'hésitation et l'embarras des pouvoirs publics, les querelles et les poursuites, le doute dans l'esprit des magistrats chargés de la répression.

Aujourd'hui, le remède secret a disparu. Il a fait place à la *spécialité pharmaceutique*, nettement définie depuis le décret du 13 juillet 1926. Reconnaissons toutefois que, par ses annonces immodestes et ridicules, sa publicité tapageuse, cette dernière fait trop souvent penser aux élucubrations charlatanesques.

Nous n'aurions garde de viser ici la spécialité médicale (sérums, vaccins,...) que le pharmacien se procure dans les grandes entreprises commerciales

et qu'il est dans l'impossibilité de préparer lui-même pour des questions bien concevables d'outillage et de personnel. Cette catégorie de véritables spécialités, présentant toutes les qualités requises, s'impose aux yeux de tous. Son utilité est manifeste, aussi bien pour le public que pour le corps médical tout entier.

CONCLUSION

MICHELET disait de l'histoire qu'elle est une résurrection. En retraçant celle de notre Ecole, nous nous sommes efforcés de faire revivre son immortel passé d'honneur et de belles traditions. Si notre Université de Médecine fut universellement réputée, sa sœur cadette, notre Ecole de Pharmacie, eut aussi le plus grand renom. A maintes reprises, elle fut chargée des travaux les plus délicats et on lui confia les analyses les plus minutieuses. Elle instruisit dans ses murs un grand nombre de célébrités. N'a-t-elle pas donné à la France des BALARD, des BÉRARD, des DIACON, des FIGUIER, des PLANCHON... et ici c'est une longue liste de savants, d'illustrations de notre pays qu'il nous faudrait citer pour mettre en lumière les magnifiques résultats de leur enseignement. Si un tel patrimoine fait notre orgueil, il doit contribuer aussi à notre formation morale et invinciblement s'imposent à notre esprit les paroles de WÜRTZ, dans son éloge d'E. SOUBEIRAN : « *Notre Ecole ne perd pas entièrement ceux qui meurent, car elle conserve leurs noms, recueille le fruit de leurs travaux et s'enveloppe de leur gloire.* »

D'autre part, pour bien comprendre et aimer notre profession, pour en sentir vraiment toute la dignité, il est indispensable de la bien connaître. Saluons donc nos devanciers et tout particulièrement ces maîtres apothicaires qui luttèrent si vaillamment pour conquérir à la pharmacie sa place légitime. Ils avaient de leur « art » une idée très haute. Leurs conditions d'admission si sévères, leurs traditions d'honneur, la respectabilité et le crédit moral dont ils jouissaient, la bonne renommée qui s'attachait à la corporation et dont elle se montrait si jalouse, ce sont là de vrais trésors, sur lesquels nous devons méditer. Que leur exemple soit notre guide.

APPENDICE

Aux Archives de l'Hérault (série L T/3), nous avons retrouvé des certificats de civisme, datés du 23 floréal an III et concernant certains pharmaciens de l'époque.

Voici les renseignements recueillis :

1°) JEAN ANTOINE BLANC

Né à Revel (Haute-Garonne), fils d'un notaire.

Reçu au Collège de Pharmacie de Montpellier.

Neuf mois de service à l'hôpital auxiliaire en qualité de pharmacien de 2^e classe. Puis agent salpêtrier. Très bon patriote et bonnes mœurs.

2°) JEAN FRANÇOIS FEAU

Né à Montpellier. Fils d'un marchand de cuirs.

A servi à l'Hôtel-Dieu de Paris un an (1774).

Patriote et bonnes mœurs.

3°) PIERRE FIGUIER

Né à Sommières (Gard).

Employé dans les Salpêtres.

Excellent patriote et bonnes mœurs.

4°) JEAN JOYEUSE

Né à Sommières (Gard), fils d'apothicaire.

Jean JOYEUSE a été employé à l'Hôpital de la République d'Aniane, d'où on le tira pour le mettre dans une maison de réclusion. Il en est sorti par jugement du Comité de surveillance, avec l'autorisation de PERIER et GOUPIILLON, représentants du peuple.

Bonnes mœurs.

5°) GEORGE LOUIS MOUCHON

Lieu de naissance : République de Genève.

Profession des parents : Principal et membre de l'Assemblée Nationale de Genève.

Emplois occupés antérieurement : Membre du Comité de Salut public du Département de l'Hérault.

Notable de Montpellier.

Pharmacien en chef depuis le 18 Brumaire de l'an II à l'Hôpital Sans-Culotte de Montpellier, puis pharmacien chargé de l'inspection et de la surveillance de la 9^e division militaire.

Observations : Sous mandat d'arrêt pour terrorisme. En fuite.

6°) CESAR HUGUES POUZIN

Né à Montpellier. Fils de pharmacien.

Etat des services : Employé depuis vingt mois à l'armée (huit mois aux avant-postes en qualité d'élève et un an à l'hospice auxiliaire de Montpellier comme pharmacien de première classe).

Bonnes mœurs et bon patriote.

7°) HUGUES POUZIN

Né à Saint-Vallier (Drôme). Fils de cultivateurs. Employé au service public.

Patriote et bonnes mœurs.

8°) VINCENT REBOUL

Né à Montpellier. Fils de négociants.

Emplois occupés antérieurement : Pendant quatre ans (1784, 1785, 1786 et 1787) : Apothicaire en chef et directeur de la pharmacie de l'Hôtel-Dieu à Lyon.

Temps d'étude et d'exercice : après la philosophie, deux ans et demi d'études en médecine ; trois ans d'apprentissage ; six ans de travail chez divers apothicaires de Paris et à la pharmacie de la Salpêtrière.

En 1782, obtient, au Collège de Pharmacie de Paris, le premier prix de chimie et pharmacie (médaille d'or) ; en 1783, le premier prix d'histoire naturelle (médaille d'or) et un accessit de botanique.

Depuis 1788, est établi apothicaire à Montpellier.

En 1792-1793 fut membre du Conseil Général de la commune de Montpellier.

Bon patriote et bonnes mœurs.

9°) JEAN ETIENNE SALETTE

Chirurgien. Né dans le diocèse de Béziers. Fils de cultivateurs.

Employé aux hôpitaux ambulants de l'armée française. Utile au public depuis sa réception au Collège de Chirurgie en 67.

Excellent patriote et très bonnes mœurs.

10°) JOSEPH GUILLAUME VIRENQUE

Né à Rodez (Aveyron). Fils d'un chirurgien.

Dans les Pyrénées-Orientales, fut chargé de l'inspection des hôpitaux pendant deux mois, puis agent salpêtrier (un an).

Patriote et bonnes mœurs.

MODELE DE DIPLOME DE PHARMACIEN

à délivrer par les Ecoles

« Nous soussignés, professeurs à l'Ecole de pharmacie de
», et professeurs à l'Ecole de médecine de la même
» ville, en exécution de la loi du 21 germinal an XI, certi-
» fions que le *Cen* (*nom et prénom*), âgé de, natif de
» (*nom de la commune et du département*), après avoir subi,
» conformément à l'art. XV de la loi précitée, les deux exa-
» mens de théorie, savoir, le premier (*date du jour*), sur les
» principes de l'art, et le second, le, sur la botanique
» et l'histoire naturelle des drogues simples, s'est présenté
» le, à l'examen pratique, lequel a consisté en (*indi-
» quer le nombre des opérations, lequel, d'après la loi, doit
» être de neuf au moins*) , opérations chimiques et pharma-
» ceutiques qui lui ont été désignées et qu'il a exécutées lui-
» même.

» Dans lesquels actes probatoires et qui ont eu lieu publi-
» quement, le *Cen* ayant donné des preuves de son
» savoir nous le déclarons pourvu des connaissances exige-
» bles pour l'exercice de la pharmacie, et, à cet effet, lui dé-
» livrons le présent diplôme, muni du sceau de l'Ecole. »

MODELE DE DIPLOME DE PHARMACIEN

à délivrer par les jurys

« Nous soussignés docteurs en médecine et chirurgie, com-
» posant le jury médical du département de, et
» pharmaciens adjoints au dit jury, et nommés par le préfet
» du département en exécution de l'article XIII de la loi du
» 21 germinal an XI, relative à l'organisation et à la police
» de la pharmacie, certifions que le *Cen* (*nom et prénoms*),
» âgé de, natif de (*nom de la commune et du départe-
» ment*), après avoir subi, conformément à l'article XV de
» la loi précitée, les deux examens de théorie, savoir, le pre-
» mier, le (*la date du jour*) sur les principes de l'art, et le
» second, le, sur la botanique et l'histoire naturelle
» des drogues simples, s'est présenté le à l'examen
» pratique, lequel a consisté en (*indiquer le nombre des opé-
» rations, lequel, d'après la loi, doit être de neuf au moins*),

» opérations chimiques et pharmaceutiques qui lui ont été
» désignées, et qu'il a exécutées lui-même.

» Dans lesquels actes probatoires, et qui ont eu lieu publiquement, le *Cen* ayant donné des preuves de son
» savoir, nous le déclarons pourvu des connaissances exigibles pour l'exercice de la pharmacie, et, à cet effet, lui délivrons le présent diplôme muni du sceau du jury » (123).

(123) L'article XV de la loi du 21 germinal an XI, spécifie que les « *examens seront les mêmes dans les Ecoles et devant les jurys* ».

Arch. Ecole de pharmacie. Reg. de transcription des diverses lettres, pp. 2, 12 et 13.

BIBLIOGRAPHIE

A) MANUSCRITS

Archives de la Faculté de Médecine :

- R. 42.
- R. 74.

Archives de la Faculté de Pharmacie :

- Registre de transcription de certaines lettres.
- Registre d'inscriptions.
- Registre des séances de l'Ecole, numéros 1 à 5.
- Registre des séances de l'administration.
- Assemblées, numéros 1, 2, 3.
- Registre des délibérations (années 1862 à 1909).

Archives de l'Hérault :

- *Série D.* — Registre des délibérations, nominations et réceptions des maîtres apothicaires de Montpellier, n° 10 (1722 à 1788).
 - Registre des délibérations et réceptions des maîtres apothicaires de Montpellier (janvier 1788 à 1792).
- *Série L, T/3.* — (1790 à an IV).
- *Série M. 5.* — Médecine et pharmacie (an 11 à 1831).
 - Copie des titres en vertu desquels les médecins et pharmaciens exercent leur profession (an X - 1813-1816).
 - Pharmaciens an II à an XII.
 - Inspection des pharmacies (1843-1862).

- Listes annuelles des médecins, officiers de santé, sages-femmes, pharmaciens, herboristes (1862-1865).
- Visite des pharmacies (1859-1883).
- Visite des pharmacies (1863-1875).
- Visite des pharmacies (1878-1900).
- Police médicale (1875).
- Série T. — Ecole de pharmacie, dossiers (1832-1843).

Archives de l'Hôpital général :

- Registres des délibérations, E 1 à E 11 (Jusqu'en 1856).
- Registre des délibérations, E 22 (de 1856 à 1859).
- Registres des délibérations E 1 à E 24 (de 1859 à 1904).
- Liasses F 42 - F 43 — F 60 — F 62.

Archives municipales de Montpellier :

- Série I 1/7.
- Délibérations du Conseil municipal de Montpellier (séance du 2 juillet 1850).

B) IMPRIMÉS

ANDRÉ PONTIER. — Histoire de la pharmacie (origines ; moyen âge ; temps modernes). Paris, Doyn, 1900, in-8°.

Annuaire de l'Hérault (de 1826 à 1903).

BONNET (Isidore). — Compte rendu du concours régional et des expositions de Montpellier en 1860. Montpellier, Gras, 1861, in-8°.

CASTELNAU JUNIUS. — Mémoire historique et biographique sur l'ancienne Société Royale des Sciences de Montpellier, suivi d'une notice historique sur la Société des Sciences et Belles-Lettres de la même ville, par E. Thomas. Montp., 1858, in-4°.

CENTENAIRE de l'Ecole Supérieure de Pharmacie de l'Université de Paris. Paris, Joanin et Cie, grand in-4°.

LE COURRIER DU MIDI (années 1836-1839).

DEBRAY (H.). — Notice sur la vie scientifique et industrielle de Balard. Paris, 1876, in-8°.

- DÉHÉRAIN (P.-P.). — J.-E. Planchon. Notice nécrologique, in-8°.
- DES GENETTES (baron). — Eloge des Académiciens de Montpellier. Paris, Bossange et Masson, 1811, in-8°.
- DUMAS (J.-B.). — Eloge de M. Antoine Jérôme Balard. Paris, Firmin-Didot, 1879, in-4°.
- DUPUY (Edmond). — Cours de pharmacie (tome I). Paris, Battaille, 1894-1895, in-8°.
- DUVAL-JOUVE. — Les noms des rues de Montpellier, p. 70. Montpellier, Coulet et Barthez, 1877.
- DUVREGIER. — Collection des lois, 1840, p. 422.
- FALIGOT (Louis Pierre Jean Marie). — La question des remèdes secrets sous la Révolution et l'Empire. Th. ph., Toulouse, 1924, in-8°.
- GAY. — Pharmacopée.
- GAY (Fr.). — Une lignée d'apothicaires montpelliérains aux XVI^e et XVII^e siècles (discours). Montp., Calas, 1896, gr. in-8°.
- GERMAIN (A.). — L'apothicairerie à Montpellier sous l'ancien régime universitaire. — Extrait des mémoires de la Société archéologique de Montpellier (tome VIII). Montp., Martel, 1882, in-4°.
- L'Ecole de médecine de Montpellier (ses origines, sa constitution, son enseignement). In mémoires de la Société archéologique de Montpellier (tome VII). Montp., Martel, 1881, in-4°.
- GUIDES de l'Hérault.
- IRISSOU (Louis). — Le costume des apothicaires de Montpellier. In Revue d'Histoire de la pharmacie, octobre 1930.
- JADIN (Fernand). — Le professeur Gay et son œuvre. Extrait du Bulletin de pharmacie du Sud-Est, 1898.
- JOURNAL DE PHARMACIE DU MIDI (tomes 1 à 17), publié par J.-P.-J. Gay. Montpellier, Tournel, 1833-1848, 15-8.
- MARTY (A.-P.). — La pharmacie à Montpellier, depuis son origine jusqu'à la Révolution. Th. pharmacie. Montp. 1889, in-4°.
- MASSOL (G.). — Centenaire de la découverte du Brome par Balard (discours). Extrait du Bulletin de la Société Chimique de France. Paris, Masson, 1826, in-8°.

— L'Ecole supérieure de pharmacie, depuis sa fondation jusqu'à ce jour (1803 - 1840 - 1900). Montp., Serre et Roumégous, 1900, in-8°.

— Les origines de la pharmacie et l'enseignement pharmaceutique à Montpellier (discours). Montp., Delord, Boehm et Martial, 1903.

MONITEUR UNIVERSEL du 8 juin 1850.

NARODETZKI (André). — Le remède secret. Paris, R. Pichon et Durand Auzias, 1928, in-8°.

NICOLAY (Jean). — Syndicats de médecins et syndicats de pharmaciens. Th. droit, Paris, Henri Paulin et Cie, 1911, in-8°.

PLANCHON (J.-E.). — Hommage à feu le professeur R. Pouzin. Montp., Martel, 1860, in-8°.

— La pharmacie à Montpellier, depuis son origine jusqu'à la fondation des Ecoles spéciales (discours). Montp., Martel, 1861.

POUZIN (lettre) à M. Bories, pharmacien de Montpellier. Paris, Gueffier, 1826, in-8°.

RENARD (G.). — Le droit de la profession pharmaceutique. Paris, Recueil Sirey, 1924, in-8°.

REVUE DES SPÉCIALITÉS (Soubeiran et sa découverte), décembre 1931, n° 11.

ROUX et GUIGNARD. — Guide de l'Inspecteur des pharmacies. Paris, Maloine, 1909.

SABATIER (Armand). — J.-E. Planchon. Conférence donnée à Ganges, le 2 mai 1888. Montp., Hamelin, 1888, in-8°.

SOUBEIRAN (E.). — Discours sur les remèdes secrets autorisés par le Gouvernement. Paris, Thunot, 1852, in-8°.

THOMAS (Louis-J.). — La vie universitaire à Montpellier au XVIII^e siècle. In conférences sur l'histoire de Montpellier. Montp., Association des amis de l'Université, 1912, in-8°.

— Montpellier il y a cent ans (1811-1812). In conférences sur l'histoire de Montpellier. Montp., Association des Amis de l'Université, 1912, in-8°.

TROUSSET. — Dictionnaire encyclopédique. T. 5, p. 389.

WÜRTZ (A.). — La théorie des atomes... suivie de l'éloge de Soubeiran. Paris, Masson, 1875, in-12°.

TABLE DES MATIERES

	Pages
AVANT-PROPOS	9
INTRODUCTION	13
<i>Première partie. — L'ECOLE DE PHARMACIE</i>	25
Chapitre premier. — <i>Les locaux - l'enseignement - la vie de l'Ecole</i>	25
Chapitre II. — <i>Armoiries et sceaux</i>	53
<i>Deuxième partie. — LA PHARMACIE EN VILLE</i>	57
Chapitre premier. — <i>Régularisation des titres - les pharmaciens du XIX^e siècle - l'organisation syndicale</i>	57
<i>Tableau des principaux pharmaciens ayant exercé à Montpellier de 1826 à 1903</i>	76
Chapitre II. — <i>La pharmacie hospitalière</i>	85
Chapitre III. — <i>Les remèdes secrets</i>	93
CONCLUSION	107
APPENDICE	109
BIBLIOGRAPHIE	114

En ma qualité de Censeur
de tour, j'ai lu la Thèse ayant
pour titre :

« *Recherches sur l'histoire
de la pharmacie à Montpellier
au XIX^e siècle.* »

par Mlle H. FERRARI

Je pense que la Faculté peut
en permettre l'impression.

Montpellier le 16 avril 1934.

Le Professeur,
ASTRUC.

Vu :

Montpellier, le 17 avril 1934.

Le Doyen,
FONZES-DIACON.

Vu et permis d'imprimer :
Montpellier, le 17 avril 1934

Le Recteur,
TAILLIART.

